

IL faut dire, avec d'autres, l'horreur qui saisit quand nous voyons les images des massacres dans les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth. Massacres particulièrement insupportables qui font suite à d'autres images que l'on a vues sur les écrans de télévision tout au long de l'invasion israélienne.

Car, nous l'avons dit dès le début, l'agression sioniste n'avait qu'une seule logique possible : tenter de rayer un peuple de la carte et employer les moyens pour ce faire. Bégin et ses représentants parlaient de lutte contre « les terroristes ». La preuve est faite qu'ils sont les premiers terroristes du monde.

La preuve est faite que l'Etat sioniste, sous prétexte d'assurer sa sécurité, est un Etat expansionniste qui ne peut vivre qu'en écrasant ou essayant de domestiquer les peuples qui l'entourent. Et l'on nous explique encore qu'il s'agit d'un Etat démocratique. Comme si la démocratie d'un peuple pouvait se bâtir sur le sang des autres.

LES dirigeants d'Israël n'arrêtent pas d'expliquer que toute critique de leur politique est preuve d'antisémitisme. Il s'en trouve certains pour faire écho à leurs propos.

Mais nous n'avons aucune leçon à recevoir de ceux qui viennent de se couvrir les mains de sang, de ceux qui viennent d'organiser « leur » Oradour par mercenaires interposés.

Nous n'avons jamais expliqué que la population israélienne, voire l'ensemble de la communauté juive internationale, devait être tenue pour responsable des crimes des dirigeants sionistes. Nous avons été — et nous serons toujours — aux avant-postes de la lutte contre l'antisémitisme.

Mais nous disons clairement : ce sont les dirigeants d'Israël qui, avec leur politique, sont les meilleurs pourvoyeurs de l'antisémitisme en prétendant parler au nom des juifs du monde. Ce sont eux qui, cyniquement, jouent sur les persécutions dont ont été victimes les juifs pour justifier leurs actes criminels.

MAIS ils ont aussi des complices. Les principaux pays impérialistes du monde sont certes obligés de se démarquer de la politique actuelle d'Israël. Pourtant, ils l'ont couverte pendant longtemps. Avec les bourgeoisies arabes, ils ont laissé les Palestiniens seuls.

Ils ont même fait pression pour que l'OLP dépose les armes et que les Palestiniens du Liban restent seuls. Ils ont envoyé « une force multinationale » qui s'est empressée de partir lorsque les Palestiniens et la gauche libanaise de Beyrouth n'avaient plus les moyens de se défendre. Ils reviennent maintenant que les massacres ont eu lieu.

Il n'est plus possible de tergiverser. Le gouvernement, le PC et le PS doivent clairement montrer de quel côté ils se situent en désignant la responsabilité du gouvernement de Jérusalem dans la tuerie du 16 septembre, en exigeant le retrait des troupes israéliennes du Liban et des territoires occupés depuis 1967, en rompant toute relation diplomatique avec Israël et en reconnaissant l'OLP et la légitimité de son combat.

Alain Krivine

Begin, terroriste et assassin



Israël hors du Liban

REPERES

A qui profitent les attentats ?

Un nouvel attentat a été organisé le 17 septembre à Paris. Cette fois, il visait la mission d'achats israélienne située rue Cardinet. Bilan : 43 blessés légers et cinq blessés graves, parmi lesquels de nombreux élèves du lycée Carnot (tout proche du bâtiment diplomatique).

Vingt attentats dans la capitale en deux mois. Dix morts et une centaine de blessés. Voilà de quoi alimenter une véritable psychose dans la population. Le 18 septembre, c'était à Bruxelles qu'un individu ouvrait le feu sur une synagogue pleine de fidèles célébrant le Roch Hachana (le Nouvel An juif). On ne répètera jamais assez que de tels actes, quels qu'en soient les auteurs, n'ont aucun caractère progressiste.

Les massacres de Beyrouth, en dépit de leur caractère ignoble et révoltant, ne peuvent venir justifier a posteriori l'utilisation de la terreur aveugle contre des civils innocents. De même, les actions qui visent en bloc des juifs pour la seule raison qu'ils sont juifs ne seront jamais tolérables, à moins d'accepter la thèse absurde selon laquelle les peuples portent la responsabilité collective des crimes commis par leurs dirigeants. Au bout du compte, ceux qui utilisent de telles méthodes agissent avec la même sauvagerie qu'un Begin ou un Sharon. Seul le nombre de victimes introduit une différence.

Provocation ou acte imbécile, l'explosion de la rue Cardinet ne sert en tout cas que le gouvernement israélien et la droite française. Alors que l'Etat sioniste est isolé sur la scène internationale et que sa crédibilité est durablement entamée, alors que ses liens avec les différentes communautés juives sont passablement affaiblis, le terrorisme permet aux autorités de Jérusalem de faire diversion. Exploitant cyniquement le traumatisme qu'ont provoqué dans la population juive les attentats antisémites et notamment celui de la rue des Rosiers, on vient ainsi de voir l'ambassadeur d'Israël, Meïr Rosenne, accuser tous ceux qui s'élèvent contre les crimes de Beyrouth de lancer « un appel au meurtre contre tout Israélien et tout juif ». On ne peut mieux décrire à quel point ce type de violence sert au premier chef les buts criminels de Begin.

A droite, on n'a pas moins fait preuve d'un sens aigu de l'opportunité. La campagne sur le « laxisme » du gouvernement a redémarré illico. Aux journées parlementaires de l'UDF à Marseille, Raymond Barre a purement et simplement accusé le pouvoir de démoraliser la police et de retirer à l'Etat les « moyens indispensables, en période de violence et de terrorisme, pour défendre les vies et les biens des Français ».

L'objectif de cette agitation est on ne peut plus clair : pousser les dirigeants socialistes et communistes à s'engager encore plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent dans la voie du durcissement répressif et du développement de l'appareil policier. Chirac vient de demander la formation de 3 000 flics supplémentaires. Mitterrand avait déjà promis 10 000 nouveaux postes pour 1982 et 1983. Mais la cible principale de l'attaque demeure le droit d'asile. L'éditorialiste du *Quotidien de Paris* s'indignait le 18 septembre de la mise en liberté d'Oreste Scalzone, l'ancien dirigeant de l'Autonomie ouvrière italienne. Et il ajoutait : « Il n'aura pas de victoire possible tant que la coopération entre les démocraties pour lutter contre le fléau comportera des failles et tant que la violence trouvera, où que ce soit, des bases arrières. »

On sait qu'il ne manque pas d'hommes au gouvernement pour se faire l'écho de ces pressions. Le ministre de l'Intérieur n'a en particulier jamais caché sa volonté de limiter l'entrée des étrangers sur notre territoire et de restreindre les droits de ceux qui sont contraints à l'exil.

Ce n'est pourtant pas le développement de telles mesures qui limiteront le terrorisme. Les seules victimes en seront ceux qui combattent pour les libertés des peuples dans leurs pays. En outre, tant que se commettront en toute impunité des crimes aussi odieux que ceux de Sabra et Chatila, se reconstitueront des groupes terroristes. Le désespoir, l'impuissance devant les défaites, la haine devant le cynisme des classes dominantes susciteront des vocations de poseurs de bombes. Et ces derniers seront ensuite récupérés et manipulés par des forces qui n'ont rien à voir avec le combat de la classe ouvrière.

C. P.

ARMEE

Les « 6 mois » à la sauce Mauroy

« Mauroy : Qui au service de six mois », cette manchette trompeuse du *Matin* du 21 septembre a dû susciter plus d'un espoir rapidement déçu dans les casernes et ailleurs. En fait, le Premier ministre qui

a pris la parole devant les auditeurs de l'Institut des hautes études de Défense nationale (IHEDN) n'a malheureusement pas dit cela. Il a expliqué dans quel sens travaille le gouvernement afin de définir une « nouvelle armée » reposant notamment sur un service à la carte de six à dix-huit mois.

Pour *Rouge*, qui avait été parmi les premiers à dénoncer la perspective d'un service à « géométrie variable » comme

dit Hernu, ce n'est pas une surprise. Il reste que l'auditoire devant lequel Pierre Mauroy a fait cette mise au point a été choisi pour que l'on comprenne bien qu'il ne s'agit pas d'une vague hypothèse, mais d'un projet quasiment arrêté.

« Du strict point de vue militaire, la durée actuelle ne peut être en effet considérée comme un optimum technique (...) Nous voyons bien quel pourrait être le danger d'une réduction pure et simple du service à six mois. Il convient d'éviter la création progressive de deux armées : l'une, d'active, servant des matériels complexes et formant des unités opérationnelles ; l'autre, de conscription, fournissant des valets d'armes ou des gardes territoriaux (...) L'abaissement de sa durée est donc envisageable dès lors qu'il permet de conserver aux unités d'appelés leur efficacité militaire (...) Notre recherche consiste donc à envisager un service à six mois sous deux conditions. La première est que la durée de six mois soit considérée comme la période centrale d'un effort au service de la défense du pays, préparée par une formation en amont et complétée par une organisation des réserves profondément réformée. La seconde est qu'il faut que les armées puissent disposer, dans le cadre du service militaire, d'un volume important de volontaires pour un service un peu



plus long (autour de dix-huit mois), qui puissent fournir les cadres et les spécialistes indispensables. »

Si on le comprend bien, Mauroy tourne le dos au « vieux principe » dont il se réclamait il n'y a pas si longtemps, celui de « l'égalité de tous devant le service militaire », principe il est vrai déjà battu en brèche par le fait qu'un jeune sur trois en âge d'être appelé sous les drapeaux échappe de fait à la « conscription universelle ». Et puis, P. Mauroy met comme condition à la réduction du service pour le plus grand nombre qu'il se trouve suffisamment de volontaires dans la jeunesse pour faire dix-huit mois. Le tout se présente effectivement comme une réponse indirecte aux jeunes qui se battent dans les casernes et à l'extérieur pour les 6 mois, mais n'en est pas moins dangereux et sans rapport avec le contenu des promesses de l'avant-10 mai : un service militaire de six mois pour tous. Ajoutons que pour Mauroy : « Il y a des contraintes conjoncturelles qui nous interdisent d'envisager la diminution brutale des effectifs qu'entraînerait un passage au service de six mois sans mesure de compensation. »

Le titre de *Libération*,

« Service à six mois, Mauroy entrouve la porte », sonne donc plus juste que la manchette racoleuse et sans fondement du *Matin*.

P. Mauroy, dans le même discours, estime « concevable » la possession de la bombe à neutrons pour la France. Il a fait frémir l'état-major de l'armée de terre à la perspective d'une nouvelle réorganisation de cette arme, dans le cadre de la prochaine loi de programmation militaire 1984-1988. Il a enfin, ce que n'ont que trop peu relevé les médias, insisté sur le rôle de l'armée dans la lutte contre le « terrorisme ». Un discours somme toute sans surprise confirmant une orientation militaire dangereuse qui se précise au fil des mois.

PSU

La direction politique divisée

Confrontée à la politique d'un gouvernement qu'elle soutient, la direction politique du PSU, qui s'est réunie les 11 et 12 septembre, a été amenée à se démarquer de celle-ci : « Le gouvernement, est-il écrit dans la résolution majoritaire, tend à sacrifier à la lutte contre l'inflation certains des objectifs principaux d'une politique de gauche. »

Sans doute la pression est-elle forte au sein du PSU et beaucoup de militants se refusent-ils à cautionner une



politique d'austérité. Ce que confirme la présentation d'une résolution minoritaire qui, elle, parle plus nettement de « tournant à droite significatif de l'action gouvernementale ». Cette résolution a recueilli 18 voix, soit davantage que les voix des représentants des courants A et D.

Evolution intéressante donc. Pourtant, si l'une et l'autre résolution appellent à « l'intervention du mouvement populaire », les deux apparaissent bien timides sur les facteurs concrets de cette intervention. Timidité en ce qui concerne les revendications mises en avant, puisque la résolution minoritaire se contente de préconiser « une progression du pouvoir d'achat pour les bas salaires et son maintien jusqu'au niveau de 2,5 fois le SMIC » ; la résolution majoritaire, pour sa part, se satisfaisant du maintien jusqu'à 2,5 fois le SMIC ! Silence discret aussi sur les propositions précises de mobilisation, que ce soit sur la défense du pouvoir d'achat lui-même ou sur la question de l'IVG...

Quant à la perspective poli-

tique d'ensemble, la majorité appelle « à développer l'action pour les droits et pouvoirs nouveaux dans les entreprises, les communes et les quartiers ». Et la résolution minoritaire ratiocine sur l'attitude vis-à-vis du gouvernement : « Avec, sans ou contre, le gouvernement ne relève d'aucun a priori mais des nécessités de l'action d'un mouvement social autonome. »

Le bon sens, tout a priori mis à part, voudrait que l'on dise si l'on soutient ou pas le gouvernement... Quant au « mouvement social autonome », on aimerait savoir de quoi il s'agit.

Car la situation politique appelle la clarté politique et il est des questions qu'on ne peut esquiver. H. Bourchardeau sait écarter les problèmes embarrassants. Ainsi, lors de sa conférence de presse, elle a précisé que les critiques du PSU vis-à-vis du gouvernement n'ont rien à voir avec celles qui émanent de « l'extrême-gauche » (sic) ou de Lalonde qui ont en commun de « renvoyer dos à dos la gauche et la droite » (*Le Monde* du 15 septembre).

Nous ne saurions nous sentir concernés par cette remarque, nous qui combattons pour une autre politique permettant de battre la droite, d'empêcher son retour, en réalisant le changement pour lequel les travailleurs se sont prononcés le 10 mai et en éliminant une majorité PS-PC.

Par contre, il serait intéressant que le PSU, sa majorité et ses minorités, expliquent plus nettement ce qu'est leur attitude par rapport au gouvernement et quelle perspective politique ils proposent aux travailleurs.

« RCH »

Critique du PCF... sur la droite...

Est-ce sur sa droite — pour soutien insuffisant au gouvernement — que la direction du PCF est attaquable ? C'est ce que croit *Rencontres communistes hebdo*. Et au moment où le PCF appelle à la « bataille de la production », croire cela c'est s'engager sur une voie glissante. Hélas, *RCH* persiste et signe.

Dans le numéro 56, Serge Briand signe un article intitulé : « C'est au pied du mur... La bataille de la production : une bataille politique. » Il explique : « Ce qui manque le plus, ce ne sont pas les critiques, mais le soutien au gouvernement. » Du coup, force lui est de donner acte au PCF d'une évolution qu'il caractérise comme positive : « Il se confirme également que le PCF en vient à une attitude plus réaliste et abandonne la pratique des critiques systématiques. »

Dès lors, les choses ne peuvent être dites plus clairement : *RCH* est prêt à s'engager dans la « bataille de la production ». Serge Briand explique : « Le discours de M. Herzog à la fête de "l'Humanité", son appel aux travailleurs pour qu'ils s'engagent dans la bataille de la produc-

tion, témoigne de cette évolution positive. » Evolution pour évolution : *RCH*, sur cette voie, ne va-t-il pas se trouver rapidement amené à abandonner « toute critique » par rapport à la direction du PCF ? D'ailleurs, le même S. Briand n'en vient-il pas, dans un billet sur la fête de *l'Humanité*, à critiquer... les militants du PCF ? Pour semaines d'enthousiasme dans la ligne du parti ! « J'ai donc, encore une fois, nous révèle-t-il, défendu la ligne du parti de participation au gouvernement, l'activité des ministres communistes et du gouvernement. C'était ma fête. »

Un peu triste !

JUSTICE

L'amnistie n'est pas gratuite...

En 1980, notre camarade Claude Jacquin, employé à l'OP-HLM de la Ville de Paris était arrêté, frappé et embastillé durant cinq semaines sous l'accusation d'avoir frappé un flic durant une manifestation contre les lois racistes de Giscard.

Cinq semaines d'instruction et le procès montrèrent le caractère mensongé de l'accusation : le policier blessé l'avait sans doute été par un collègue en uniforme l'ayant pris pour un manifestant.

Claude Jacquin fut pourtant condamné à deux mois de prison dont un ferme. Après le 10 mai 1981, il fut amnistié comme beaucoup d'autres. Mais l'amnistie est une chose, le bon droit de l'Etat une autre. Déjà condamné à verser 1 000 francs de dommages et intérêts au policier en question, il vient de recevoir une condamnation de près d'un million et trois cent mille centimes pour « réparation à l'Etat » ! Plus de deux ans après, dans une affaire où tout accusait la police de Giscard, la machine judiciaire continue sa besogne.

« L'HUMANITE »

La « bave » anticommuniste d'E. Mandel

Le quotidien du PCF regrette que pour l'émission « Droit de réponse » samedi soir à la télévision « le choix des invités ait été banal. Pourquoi donc Pollac a-t-il travesti la représentation marxiste ? Car la confier à un trotskyste avant tout soucieux de baver sur l'Union soviétique et sur les communistes en général était d'un goût douteux. Mais sans doute innocent. »

Les lecteurs de *l'Humanité* qui ont vu l'émission pourront juger sur pièce : Ernest Mandel, puisqu'il s'agit de lui, que *l'Humanité* ne nomme même pas, a simplement expliqué qu'il ne confondait pas le stalinisme et le socialisme. Ce qui gêne peut-être *l'Humanité*, c'est que Mandel ait fait référence à la Pologne et à Solidarité en rappelant que Walesa s'était prononcé pour que, à l'Est comme à l'Ouest, ce soit les travailleurs qui gèrent les entreprises.

Abonnement

Nom

Prénom

Adresse

	Normal	Collec.	Etranger
1 an	230 FF	190 FF	320 FF
6 mois	120 FF	110 FF	170 FF

Règlement à l'ordre de :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil. (tél. : 859.00.80)

Rouge

- Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie. Montreuil. Tél. : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél. : 859 00 80 (lignes groupées)

ILS ONT MASSACRE DES MILLIERS DE PALESTINIENS

LA LOGIQUE D'UNE GUERRE D'EXTERMINATION

UN millier de victimes selon la CIA. Plus de 3 200 selon Yasser Arafat. Le massacre de Sabra et Chatila dépasse en horreur tous les faits d'armes qui ont ponctué la colonisation sioniste de la Palestine. Des femmes, des vieillards, des enfants ont été torturés, mutilés et exécutés pendant 36 heures.

Peu importe qui a formellement commis cette monstruosité. La presse israélienne, les premiers témoignages ne laissent aucun doute sur le fait que Begin et Sharon ont armé le bras des assassins et les ont télécommandés dans le cadre de la chasse aux « terroristes » qu'ils prétendent mener au Liban (voir encadré). Saad Haddad n'est qu'un chef de bande à la solde de Jérusalem. En 1978, le gouvernement israélien lui confia l'administration de la portion du Sud-Liban qu'il venait d'occuper pendant trois mois. Quant aux milices phalangistes, nul n'ignore que c'est Israël qui leur fournit l'assistance logistique dont elles ont besoin.

De toutes parts aujourd'hui, on s'indigne, on condamne, on déplore. Mais combien hier, dénonçaient les véritables objectifs de l'Etat sioniste ? Car l'immonde charnier de Beyrouth n'est que l'aboutissement logique et implacable d'une guerre d'extermination. Présentée à l'origine comme une action de sauvegarde « des villes et des villages de la frontière nord d'Israël », l'opération « paix en Galilée » s'est au fil des semaines révélée comme une tentative froide et calculée d'imposer cette « solution finale » du problème palestinien dont a parlé lui-même le général Sharon.

L'occupation du Sud-Liban, l'écrasement des quartiers populaires de Beyrouth-Ouest sous une pluie de bombes de jours durant, les dizaines de milliers de morts et de blessés qui en ont résulté n'avaient qu'un but : liquider physiquement, militairement, la résistance palestinienne, terroriser toute une population, la punir de son soutien à l'OLP, créer les conditions d'un nouvel exode



d'un peuple sans patrie et sans droits reconnus.

Les troupes d'occupation ont saisi le prétexte de l'assassinat de Bechir Gemayel pour entrer le 15 septembre dans Beyrouth-Ouest et y poursuivre leur œuvre, cette fois contre la gauche libanaise dont elles démantelèrent totalement l'infrastructure militaire et pourchassèrent les militants au moyen de listes établies de longue date. Après la défaite de l'OLP et son départ du Liban, toutes les conditions d'un « pogrom » étaient réunies. Pour les hommes au pouvoir à Jérusalem, toute concentration de population palestinienne constitue un foyer de subversion potentielle. Il fallait noyer la menace dans le sang. Les milices réactionnaires libanaises s'en sont chargées.

LE SIONISME DEBOUCHE SUR LA BARBARIE

SABRA et Chatila, et plus généralement la guerre du Liban, ne sont pas la conséquence de la folie des dirigeants actuels de l'Etat hébreu. Trente-quatre ans après la proclamation d'Israël, ce qui vient d'être une fois de plus confirmé, c'est que le sionisme, parce qu'il nie le droit d'un peuple à disposer de lui-même et à gérer son destin, débouche sur la barbarie et l'expansionnisme (voir page 4).

En lançant l'une des plus puissantes armées du monde à l'assaut du Liban, en juin dernier, les stratèges sionistes voulaient établir les bases du « grand Israël » dont ils rêvent depuis des décennies. Ils avaient auparavant annexé le territoire syrien du Golan et s'engageaient dans l'annexion de fait de la Cisjordanie et de Gaza. Mais, une fois paraphé un accord de paix avec l'Egypte, leur projet supposait la stabilisation d'un Etat fort au Liban. Or, un tel Etat ne pouvait voir le jour que si l'OLP subissait une défaite, si la gauche libanaise était réduite à l'impuissance, et si à sa tête était désigné un représentant de forces réactionnaires locales alliées d'Israël, en l'occurrence du Parti phalangiste. Pour voir se réaliser cet objectif, les Israéliens étaient

prêts à tout. Au prix, si nécessaire, d'un génocide.

Face à une telle réalité, on mesure bien toute la responsabilité qu'ont pris tous ceux — au premier rang desquels le gouvernement français — qui ont appelé la résistance palestinienne à déposer les armes et à se transformer en « mouvement politique ». La preuve est maintenant tragiquement faite que les structures militaires de l'OLP étaient un outil indispensable pour défendre des dizaines de milliers de réfugiés.

LA COMPLICITÉ DES ETATS IMPERIALISTES

QUI peut douter que la tuerie des 16, 17 et 18 septembre éclabousse toutes les capitales occidentales ? Certes, les intérêts de l'imperialisme ne coïncident pas totalement avec ceux des dirigeants israéliens. Les Etats-Unis sont par exemple prêts à accepter la formation d'un Etat-croupion palestinien si cela peut leur permettre de tisser une alliance durable avec les bourgeoisies arabes. Jérusalem ne veut pas en entendre parler.

Mais Reagan et Begin convergent sur un point essentiel : empêcher le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination. Ils ont un intérêt commun à en finir avec ce facteur de déstabilisation que représente

l'OLP. C'est pourquoi Washington a apporté un soutien sans failles à l'offensive sioniste.

Toutes les métropoles veulent de la même façon voir se reconstituer un Liban inconditionnellement pro-impérialiste. François Mitterrand, dès le 24 juin, ne cachait pas ses desseins en parlant de la nécessaire « restauration de l'Etat libanais sur son territoire ».

Dès lors, on ne peut s'étonner du rôle joué par les forces internationales dans ce pays, et plus particulièrement par la « force multinationale d'interposition », composée d'unités françaises, italiennes et américaines. Elles ont, dans le cadre du plan de l'envoyé spécial de Reagan, Philip Habib, assuré le départ des combattants palestiniens. Simultanément, elles ont disloqué le dispositif de protection de Beyrouth-Ouest, détruisant les barricades, déminant les rues, désarmant les forces progressistes.

Au bout du compte, elles sont parvenues à imposer en douceur ce que les troupes de Sharon n'avaient pu obtenir par un déluge de feu. La population des camps de réfugiés est restée sans défense face à ses plus mortels ennemis. Et, quand elle le jugea utile, Tsahal put investir Beyrouth-Ouest sans courir le risque de voir tuer un grand nombre de ses soldats.

Il y eut la FINUL (dépendante des Nations unies) qui était censée empêcher les incursions israéliennes au Sud-Liban et dont on se souvient avec quel empressement elle ouvrit le passage aux envahisseurs. Il y eut la force multinationale. Dans les deux cas, loin d'avoir empêché la guerre et les massacres, elles les ont facilités. S'agit-il d'erreurs ? Les militaires américains, français et italiens ont-ils quitté trop tôt Beyrouth comme d'aucuns le prétendent ? Là n'est pas le problème.

A l'origine, les accords Habib, imposés à l'OLP par sa défaite, reposaient sur une mystification. Personne ne pouvait croire sérieusement à la volonté de l'armée libanaise — en pleine décomposition et qui s'est souvent heurtée aux forces palestiniennes — de s'opposer aux commandos phalangistes. Aider à l'application de ces accords, c'était donc inévitablement laisser les mains libres aux bourreaux sionistes et à leurs alliés.

Reagan et Mitterrand ont annoncé conjointement l'envoi d'une nouvelle force d'interposition. Celle-ci protégera-t-elle plus efficacement les Palestiniens ? Il y a quelque naïveté de la part de Yasser Arafat à le laisser entendre. L'armée de Jérusalem occupe toujours le Liban et aucun gouvernement n'entend imposer son retrait. L'élection présidentielle du 21 septembre a de nouveau porté à la tête de l'Etat libanais un représentant des Phalanges. Dans ces conditions, des opérations contre des camps de réfugiés peuvent se reproduire. La seule force qui serait apte à garantir réellement la sécurité du peuple palestinien, c'est la sienne, celle de ses organisations armées.

Christian Picquet

LA COMPLICITÉ DE TSAHAL FORMELLEMENT ETABLIE

La presse israélienne a sans l'ombre d'un doute établi les responsabilités de l'équipe Begin dans les massacres de Sabra et Chatila. Ainsi Haaretz, réputé pour le sérieux de ses informations, a écrit : « C'est le ministre de la Défense Ariel Sharon lui-même qui a donné l'ordre d'autoriser l'entrée des forces phalangistes dans les quartiers palestiniens de Beyrouth-Ouest (...) Cette autorisation a été transmise aux forces phalangistes par l'entremise de l'officier israélien de liaison entre ses forces et l'armée israélienne. »

Le porte-parole militaire du

gouvernement, le général Even, a implicitement reconnu l'étroite collaboration avec les tueurs : « Il était entendu que leur mission (celle des phalangistes, NDLR) consistait à maintenir l'ordre, arrêter les terroristes et récupérer le matériel militaire qu'ils trouveraient. »

Tous les témoignages démontrent également que l'armée de Sharon ne s'est pas contentée de fermer les yeux. « Les soldats de Tsahal, décrit ainsi le Jérusalem Post, ont tiré des fusées éclairantes pour aider les miliciens dans leur tâche qui était de traquer les derniers fedayins. »

NON JOSPIN, ISRAËL N'EST PAS UNE « DEMOCRATIE EXEMPLAIRE »

HALLUCINANT. A peine le sang des suppliciés de Sabra et Chatila avait-il séché que Lionel Jospin, s'exprimant le 19 septembre sur les ondes d'Europe 1, déclarait : « Ce qui a plu dans ce peuple et dans cet Etat, à travers son histoire récente, aux socialistes français, c'est ce qu'il avait en quelque sorte d'exemplaire, exemplarité qui d'ailleurs n'a pas totalement disparu. Je ne connais pas beaucoup de pays dans cette zone où, au moment où des actes sont perpétrés, une opposition pourrait apparaître publiquement (...) Donc, ce caractère de la démocratie israélienne subsiste. »

Le premier secrétaire du PS fut deux jours plus tard rejoint par l'éditorialiste du *Matin* qui, partant du même postulat — « ce pays est une démocratie » — écrivait : « Et l'on ferait bien d'éviter les amalgames délirants entre le régime de Begin et celui des nazis, entre ses militaires et les Waffen SS, d'éviter

l'usage de certaines formules aussi stupides que déplacées, celui-ci devenant le "bourreau" ou celui-là "l'assassin" »

Alors que l'opinion prend soudain conscience des objectifs réels de Begin et Sharon au Liban, ces réactions ont en commun tout but de justifier l'injustifiable et d'accréditer l'idée que les massacres de Beyrouth ne sont qu'un accident de parcours tout au plus imputable au fanatisme.

Voilà qui contredit la vérité la plus élémentaire. Car les 34 ans d'existence d'Israël sont fondés sur des crimes monstrueux contre l'humanité, contre la population arabe de Palestine et du Moyen-Orient (voir encadré). A cela rien de vraiment étonnant. L'Etat juif s'est toujours voulu le « rempart de la culture et de la civilisation européenne contre la barbarie asiatique », selon les propos de Théodor Herzl, le fondateur du mouvement sioniste. C'est dire que, dès l'origine, ce pays se voulait un bastion de l'impérialisme

face aux aspirations nationales et sociales des peuples de la région.

Un Etat racial et expansionniste

D'emblée, la colonisation de la Palestine a reposé sur l'expulsion des autochtones de leurs terres et de leur patrie, sur la négation pure et simple de leur droit à l'existence. Entre 1947 et 1948, 750 000 Palestiniens, soit environ 80 % de la population arabe du nouvel Etat juif, ont été chassés.

Parce que cet Etat repose sur une telle monstruosité initiale, il ne pouvait avoir qu'un caractère expansionniste. Jamais ses frontières n'apparaîtront suffisantes pour garantir sa sécurité. Et les annexions ne peuvent que succéder aux annexions. Après le Golan, après Gaza et la Cisjordanie occupés en 1967, c'est aujourd'hui la guerre du Liban. L'évacuation de la résistance palestinienne donne de plus en plus à l'action de Tshahal dans ce pays l'aspect d'une opération de police dont tout une population et les forces progressistes sont les victimes.

Quant à la « démocratie intérieure » tant vantée, il conviendrait de ne pas oublier le caractère racial des lois fondamentales d'Israël qui établissent ouvertement la discrimination entre habitants juifs et arabes et n'introduisent aucune séparation entre la Synagogue et l'Etat. La volonté farouche de l'établissement d'éviter toute assimilation avec le monde arabe a même conduit à l'adoption de mesures véritablement ségrégationnistes à l'égard des juifs orientaux. « Européaniser » ces derniers pour qu'ils deviennent de « bons et véritables juifs », comme le disait en son temps la travailliste



Comment Begin et Sharon voient la démocratie. Ici Beyrouth en juin 1982.

Golda Meïr, a longtemps été l'objectif des dirigeants de Tel-Aviv.

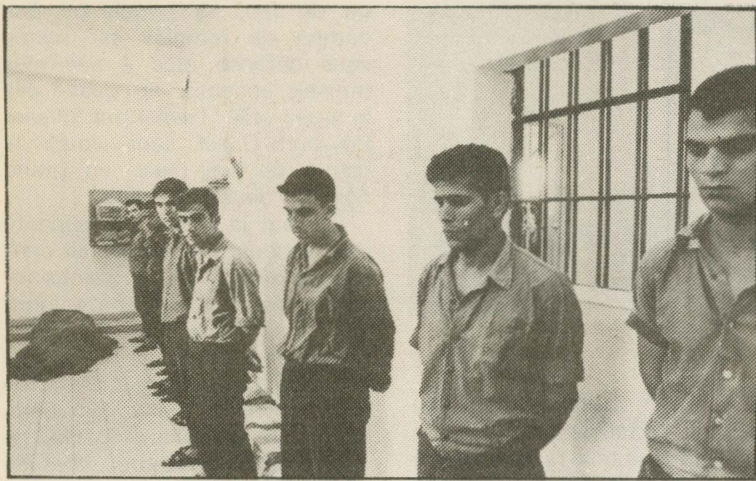
N'oublions pas, enfin, qu'Israël est un des principaux fournisseurs d'armes et de devises des dictatures les plus sanglantes. Il fournit aux gorilles salvadoriens 80 % de leur approvisionnement militaire et est l'un des principaux partenaires des tenants de l'apartheid en Afrique du Sud.

Telle est la réalité de l'Etat que Jospin ose qualifier d'« exemplaire ». Certes, on ne peut oublier que les pogroms, les vagues antisémites produites par l'ordre capitaliste en crise, le génocide de six millions de juifs par le régime hitlérien, ont conduit à cette absurdité historique qu'est l'Etat d'Israël. Certes, le sionisme ne porte pas seul la responsabilité du drame palestinien. L'impérialisme a toujours vu dans l'Etat

hébreu un gendarme face aux luttes révolutionnaires dans la région. Les régimes arabes n'ont pas hésité à perpétrer des massacres : incursions de l'armée libanaise dans les camps de réfugiés en 1969, liquidation de la résistance en 1970 en Jordanie, offensive conjointe des Syriens et des Phalanges chrétiennes en 1976 au Liban...

Mais tout cela ne saurait laver Begin, Sharon et la classe dirigeante israélienne de leurs crimes. Les trois mille martyrs de Sabra et Chatila sont un nouveau pas franchi dans une logique terrifiante, celle qu'engendre un Etat fondé sur la discrimination raciale, l'alliance organique avec l'impérialisme et l'agression permanente.

Christian Picquet



Prisonniers palestiniens en Israël

DES MILLIERS DE PRISONNIERS PALESTINIENS EN ISRAËL

AU cours des rafles successives qui ont accompagné la guerre du Liban, près de 10 000 Palestiniens et Libanais ont été déportés en Israël. Le gouvernement israélien a reconnu officiellement le chiffre de 9 400 prisonniers dans le seul camp d'El Hansar à la date du 24 août. Selon un rapport officiel de la Croix-Rouge internationale, cela concernerait 4 000 Palestiniens, le reste étant essentiellement composé de Libanais civils et militaires.

Les différentes missions juridiques envoyées par le Centre d'information sur les prisonniers palestiniens et libanais déportés et disparus ont acquis la conviction qu'il existe d'autres centres d'internement comme par exemple Meggido, l'hôpital Shmuel Harofeh, Beer Yakov, ou même près de Saïda au Liban. Le secret le plus absolu est maintenu par Tel-Aviv sur la situation des prisonniers et le traitement qui leur est infligé. Seule la Croix-Rouge internationale a accès au camp d'El Hansar, et encore, dans certaines conditions : visite guidée de quartiers choisis, interdiction de publier des informations (il

s'agit d'un accord entre la CRI et Israël depuis de nombreuses années).

Mais il y a aussi la situation juridique de ces prisonniers. L'Etat d'Israël a pris des dispositions permettant d'interner toute personne mettant en cause sa sécurité, y compris au Liban (texte du 8 juin 1982). Il s'agit de mesures d'exception autorisant Israël à jouer un rôle de police extra-territoriale, de mesures contraires aux conventions de Genève et au droit israélien lui-même. Israël refuse d'appliquer la Convention de Genève car il considère les Palestiniens comme des terroristes. En conséquence de quoi, les prisonniers ne sont pas considérés comme prisonniers de guerre avec les droits qui seraient les leurs.

Quel peut donc être l'avenir de ces 10 000 prisonniers palestiniens et libanais ? Les tentes des camps d'internement ne permettent pas aux « résidents » de passer l'hiver. Le risque est grand qu'Israël ne s'en débarrasse en les évacuant dans n'importe quelles conditions, rajoutant 10 000 réfugiés aux 50 000 existant déjà au Liban, aux 5 000 présents en

Syrie, etc. La Croix-Rouge quant à elle ne veut pas en entendre parler si une destination précise ne leur est pas donnée. Israël discute en coulisse avec Philip Habib pour les envoyer aux USA. D'autre part, comme après la guerre de 1978, il est sûr qu'on cherchera à donner aux procès qui se préparent contre les chefs militaires palestiniens un caractère exemplaire vis-à-vis de la population des territoires occupés. Il faut s'attendre à des peines de 10 à 30 ans de prison.

Une large campagne doit donc s'engager pour que les prisonniers palestiniens et libanais soient traités selon la Convention de Genève, avec le droit de retourner dans le pays de leur choix et dans des conditions décentes. Pour que les procès qui se préparent n'aient pas lieu, que les détenus soient libérés et que toutes les mesures d'exception soient abandonnées.

R. Massignon,
le 17 septembre 1982

Centre d'information sur les prisonniers, disparus et déportés palestiniens et libanais. 5, rue Dupont-des-Loges, 75007 Paris.

34 ANS DE CRIMES

- Deir Yassine, 9 avril 1948 : 250 paysans furent massacrés par les hommes de l'Irgoun, ce groupe terroriste alors dirigé par un certain Menahem Begin.
- Qibya, 1953 : Les commandos du général Sharon — déjà lui — dynamitèrent 46 maisons de ce petit village palestinien et y tuèrent 60 civils, dont des femmes et des enfants enfermés dans une cave.
- Gaza, 1967 : Juste après la guerre des Six Jours, le même Sharon fit exécuter 200 Arabes.

● Sud-Liban, 1982 : Le 10 juillet, le journal libanais *As-Safir* dressait un premier bilan des opérations de Tshahal : « L'agression israélienne a fait des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés parmi les habitants de Saïda, Tyr et Nabatieh. Des centaines de maisons ont été détruites et des centaines de milliers de personnes ont dû prendre la fuite. La structure économique du Sud a été détruite. » Quelques jours plus tard, c'était la bataille de Beyrouth...

LIBAN : GEMAYEL SUCCEDE A GEMAYEL

L'ASSASSINAT de Bechir Gemayel, « élu » à la fin du mois d'août président du Liban, aura au moins servi à deux choses. D'abord, il aura permis aux troupes du général Sharon d'accentuer leur mainmise sur le pays en prenant le contrôle de Beyrouth-Ouest jusqu'alors aux mains des organisations de gauche. Ensuite, il aura fourni un prétexte à la reconstitution d'un semblant d'unité nationale. Symbole des pressions qui se sont exercées en ce sens et de la crise qui touche les forces du mouvement national de Walid Joublatt, on a vu la quasi-totalité des factions libanaises se retrouver aux obsèques du président défunt et lui rendre un vibrant hommage. Même le Parti communiste et l'Organisation de l'action communiste (OACL, extrême gauche) ont à cette occasion oublié que celui qui fut le chef militaire des Phalanges — ce parti à l'idéologie fascisante — avait fait ses classes en faisant exécuter des centaines de défenseurs du camp palestinien de Tall el Zaatar en 1976.

Ce nouveau climat a largement bénéficié à Amine Gemayel, le frère de Bechir, qui a accédé le 21 septembre au fauteuil présidentiel. Présenté comme le « candidat de l'una-

nimité », il a bénéficié du soutien des leaders musulmans traditionnels. « Candidat de l'unanimité », Amine Gemayel ? Une seule chose est certaine, il a depuis des années voulu acquérir l'image d'un « politique » quand son frère avait la réputation d'un vulgaire chef de bande. Pour le reste, il convient de ne pas oublier que Bechir et Amine Gemayel ont été formés à la même source et qu'Amine fut avant que Bechir ne le supplante, l'une des figures de proue des Kataeb dont il a donc cautionné tous les actes...

Parallèlement à l'envoi d'une force multinationale d'interposition, les puissances occidentales verront sans doute d'un œil favorable l'arrivée d'un personnage relativement présentable, dont la légitimité provient en outre de la caution que lui apportent les dirigeants musulmans et, à travers eux, les bourgeoisies arabes. Il sera dès lors plus facile à l'impérialisme d'intégrer le Liban à un plan de stabilisation globale de la région dont les déclarations de Reagan et le sommet de Fès ont fourni une première ébauche. Il demeure néanmoins qu'il y a un fossé entre un changement de climat intérieur et la reconstruction d'un solide Etat libanais.

C. P.

FAIRE CESSER LES CRIMES SIONISTES

• Rupture des relations avec Israël. Reconnaissance de l'OLP.

• Dans toute la France se sont déroulées des manifestations.

Rien ne peut justifier l'absence du PS, de la CFDT et de la FEN.

Face aux exactions commises contre le peuple palestinien, on aurait pu espérer que toutes les forces du mouvement ouvrier se mobiliseraient. Hélas, tel n'a pas été le cas.

Le PS s'est surtout montré soucieux de coller au plus près aux initiatives du gouvernement qui, s'il s'est déclaré horrifié par le charnier de Beyrouth, n'a pas eu un mot pour désigner la responsabilité de Begin. Lionel Jospin tentait même, le 19 septembre, d'estomper les responsabilités : « Il ne faudrait pas que des cadavres ou des blessés en chassent d'autres et que déjà on oublie ce qui s'est passé en France, à Bruxelles, c'est-à-dire l'assaut du terrorisme contre certaines communautés. » Déclaration scandaleuse qui revient à vouloir, au nom du terrorisme aveugle de la rue Car-

dinet, atténuer l'horreur d'un massacre perpétré par un Etat qui se veut « démocratique » et « civilisé ».

Dans la diversion, les socialistes auront été très loin en proposant la constitution d'une commission d'enquête internationale sous l'édige de l'ONU. Pour prouver quoi ? Ce que la presse israélienne a déjà établi, à savoir que les plus hautes autorités de Tel-Aviv ont donné le feu vert aux meurtriers ?

Quant à la CFDT et à la FEN, en renonçant à manifester (ce qu'elles avaient pourtant fait en juillet dernier) elles ont sans doute voulu laisser les mains libres au Quai-d'Orsay. Ce faisant, elles ont pratiquement abdiqué de leur indépendance et de leur responsabilité internationaliste.

Il reste que dans plusieurs villes (Paris,

Valence, Toulouse, Dreux, Lyon, Quimper, Saint-Etienne, Roanne, Grenoble, Toulon, Rouen, Orléans...) c'est par dizaines de milliers, et souvent dans l'unité, que les travailleurs ont manifesté pour que cessent les crimes sionistes.

Seule, maintenant, la rupture des relations diplomatiques peut, en l'isolant, contraindre le régime israélien à évacuer le Liban. Seule, la reconnaissance pleine et entière de l'OLP, comme la représentation que s'est donné l'ensemble du peuple palestinien, et l'octroi de toute l'aide matérielle possible à la résistance peuvent mettre un terme aux tentatives de génocide. C'est sur ces objectifs que l'action doit désormais se développer.

Christian Picquet

POURQUOI L'ABSENCE DE LA CFDT LE 20 SEPTEMBRE ?

AINSI, la CFDT a pris un misérable prétexte pour refuser de manifester unitairement sa condamnation du massacre des camps de Sabra et Chatila. Dans son communiqué, elle ne parle même pas de la responsabilité du gouvernement israélien dans le massacre. Autant il est légitime de condamner fermement le terrorisme aveugle et antisémite de la rue Cardinet, autant il est honteux d'en prendre prétexte pour refuser une manifestation unitaire, d'autant que ce problème ne faisait aucunement question pour le PC et l'ensemble des organisations qui se sont retrouvées dans la rue le 20 septembre.

Cette attitude nous amène à nous poser des questions. En dehors de sa volonté politique de maintenir la division dans les rangs ouvriers sous tous les prétextes, il y a plus grave. Chérèque, responsable international

de la CFDT, écrit dans *Syndicalisme hebdo* du 16 septembre 1982, qu'il faut « dire la même chose à Tel-Aviv et à Beyrouth ». D'où le thème du meeting PS-CFDT-FEN de « protestation populaire contre l'attentat de la rue Cardinet et le massacre des civils palestiniens à Beyrouth ». Le terrorisme d'Etat, la volonté de Begin-Sharon de liquider le « problème palestinien » sont mis sur le même plan que le terrorisme de quelques groupes ou fractions dont on peut se demander par ailleurs au bénéfice de qui ils agissent. Chérèque ne voit aucune continuité entre l'attaque israélienne contre Beyrouth-Ouest et ses bombardements aveugles contre les civils et le massacre de la fin de la semaine dernière. Mais d'où vient cet aveuglement ? Le soutien sans faille à la politique du PS et du gouvernement amène-t-il les dirigeants CFDT à des

renoncements dangereux pour qui se veut le défenseur intransigent de tous les opprimés de par le monde. Est-ce parce que le gouvernement, allié des Etats-Unis, ne condamne pas Begin que la CFDT doit faire silence ? Chérèque, comme Jospin, voit-il dans l'Etat raciste sioniste un « modèle de démocratie » et dédouane-t-il avec lui Sharon qui « n'a pas empêché les massacres » ?

Ces événements n'empêchent pas E. Maire de se rendre en Israël à l'invitation de l'Histadrout. C'est apparemment moins inopportun que la signature du contrat franco-soviétique sur le gazoduc après les événements polonais. Deux poids, deux mesures ?

L'honneur de la CFDT aura été sauvé par ses nombreux militants anonymes qui ont participé avec leur badge à la manifestation de Paris, et par ces sections syndicales et ces syndicats comme Renault et la région parisienne santé. En province, la CFDT a participé dans quelques villes à des manifestations unitaires : à Limoges, Lyon, Saint-Etienne, Grenoble, Toulon, Angers, Orléans, Saint-Brieuc... Contre la politique raciste et annexionniste de Begin, allié privilégié de l'impérialisme américain, pour la défense des masses palestiniennes, l'unité du mouvement ouvrier dans tous les pays est à l'ordre du jour. Y déroger fait le jeu de tous ceux qui misent sur Israël comme gendarme de l'impérialisme dans cette partie du monde

A. Nasier



QUAND LE PCF FAIT APPEL A L'ONU

Le PCF n'a, semblerait-il, pas tiré les leçons de l'action des forces internationales au Liban depuis juin dernier. Dans une déclaration de son bureau politique, il vient, le 19 septembre, de faire de la pression sur l'ONU l'objectif unique de son effort militant. L'organisation internationale doit, selon lui, prendre « contre Israël les sanctions prévues par sa Charte » et constituer « une force militaire représentative ». On comprend dès lors que Marchais se soit déclaré en « accord complet » avec l'initiative conjointe de Mitterrand et de Reagan.

Ni dans la déclaration du BP, ni dans l'*Humanité*, on ne trouvera trace d'exigences aussi élémentaires que la reconnaissance de l'OLP comme seul représentant du

peuple palestinien. Et si l'on mentionne la nécessaire rupture des relations diplomatiques avec Jérusalem, c'est uniquement dans le cadre d'une décision des Nations unies.

On ne peut nier le rôle qu'a joué le PCF dans l'organisation des manifestations en France. Mais, lié par la solidarité gouvernementale, il ne veut apparemment pas se mettre en contradiction avec les orientations de l'Elysée qui a souvent proclamé son amitié pour Israël et qui n'a pas caché son hostilité à une reconnaissance du mouvement de Yasser Arafat. Cela l'amène aujourd'hui à cautionner une intervention des puissances occidentales dans laquelle les peuples de la région n'ont rien à gagner.



CE N'EST PAS SUR LA FORCE D'INTERPOSITION QUE PEUVENT COMPTER LES PALESTINIENS

Déclaration de la LCR française, de la LCR italienne et du SWP (USA)

IL aura fallu le massacre des camps de Sabra et de Chatila pour que Reagan, Mitterrand et Spadolini feignent de découvrir que les Palestiniens sont menacés d'un véritable génocide par Begin et ses amis fascistes libanais.

Au nom d'une entreprise de « paix » hypocrite dont ils ont été ensemble les artisans avec le plan américain Habib, les trois chefs d'Etat ont décidé de renvoyer leurs contingents dans la « Force d'interposition » au Liban.

Nous, militants internationalistes en France, en Italie et aux Etats-Unis, dénonçons ce nouvel envoi de troupes impérialistes au Moyen-Orient, sous le prétexte de garantir la sécurité des réfugiés palestiniens et des populations libanaises.

A quoi a donc servi la force de

l'ONU (FINUL), stationnée depuis des mois au Sud-Liban ? Au moment de l'invasion israélienne, le 6 juin dernier, elle s'est contentée de laisser passer les blindés sionistes en marche vers Beyrouth.

A quoi a donc servi la « Force d'interposition » envoyée fin août dans le cadre du plan Habib ? Elle a organisé le départ des unités combattantes palestiniennes, entérinant la présence du tueur phalangiste Bechir Gemayel par un parlement croupion, réuni dans une caserne sous la garde des baïonnettes israéliennes. Elle a démantelé les lignes de défense palestiniennes à Beyrouth-Ouest.

Dès le 14 août, la « Force d'interposition » américano-franco-italienne avait quitté le secteur, laissant derrière elle une population désarmée face à l'armée sioniste, aux mi-

lices phalangistes et aux mercenaires du boucher Haddad.

Quelle que soit l'identité exacte des bourreaux de Sabra et de Chatila, ils n'ont pu accomplir leur horrible besogne qu'avec l'accord et la complicité de l'état-major israélien. Les gouvernements de Washington, de Paris et de Rome savaient parfaitement que cette tragédie était possible et probable.

La nouvelle mission de la « Force d'interposition » ne servira pas davantage les intérêts des peuples palestinien et libanais.

Qui peut penser que les marines américains, instruments des massacres impérialistes hier au Vietnam, aujourd'hui en Amérique centrale, pourraient protéger les opprimés du Liban ?

Qui peut croire que les paras

français, gendarmes de l'impérialisme en Afrique et dans les colonies de la Caraïbe, de l'océan Indien, du Pacifique, pourraient agir au Liban contre les intérêts de cet impérialisme et de sa tête de pont sioniste au Proche-Orient ?

Leur présence ne servira qu'à la reconstruction de l'Etat fort libanais autour des milices phalangistes d'Amine Gemayel, l'allié du sionisme. Elle ne peut qu'apporter de nouvelles menaces et de nouveaux périls pour les réfugiés palestiniens et le mouvement libanais.

Les véritables exigences de l'heure sont autres :

— retrait immédiat et inconditionnel de l'armée d'occupation sioniste du Liban et de tous les territoires occupés ;

— rupture des relations diplomati-

ques avec le régime criminel de Begin et de Sharon ;

— reconnaissance internationale de l'OLP comme représentant authentique du peuple palestinien ;

— soutien total au peuple palestinien pour le recouvrement de ses droits nationaux légitimes ;

— solidarité active avec le mouvement des masses phalangistes dans les territoires occupés et avec le mouvement antiguerre dans l'Etat d'Israël.

Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale) ; Lega comunista rivoluzionaria (section italienne de la IV^e Internationale) ; Socialist Workers Party (organisation solidaire de la IV^e Internationale aux Etats-Unis

* Seule une législation réactionnaire empêche le SWP d'être la section américaine de la IV^e Internationale.

L'AVERTISSEMENT DES ELECTIONS PARTIELLES

• La poussée de la droite s'explique surtout par la démobilisation des électeurs de gauche qui ne se reconnaissent pas dans la politique du gouvernement

SEPT élections cantonales partielles ont eu lieu le dimanche 19 septembre. Dans trois des cas, il s'agissait d'un second tour. Le PS conserve le siège de Morcenx (Landes) et gagne celui de Felletin (Creuse); par contre il perd celui de Brest 2 au profit du RPR. Apparemment, les choses s'équilibrent. En fait, il n'en est rien. Ces sept cantonales partielles confirment la démobilisation des électeurs de gauche; c'est elle qui explique essentiellement la poussée de la droite.

L'exemple le plus éclairant reste celui de Brest. En 1977, la mairie avait été arrachée de justesse à la droite par une liste conduite par Francis Le Blé, PS. Sa mort a entraîné en juin une élection pour compléter le conseil municipal, puis à présent pour pourvoir à son remplacement au conseil général. Pour la municipale, un second tour avait été nécessaire à cause du faible taux de participation. Ce second tour n'avait fait qu'amplifier la victoire du candidat RPR qui était passé de 52,62 % à 54,2 %. La candidate du PS, Mme Le Blé, veuve du maire, avait obtenu 47,37 % des voix au premier tour et seulement 45,57 % au second. Pour l'élection cantonale, le même phénomène s'est produit. Au premier tour, les trois candidats de gauche (PS, PC, UDB) totalisaient 47,91 % alors que le PS et le PC en faisaient 55,16 % en 1979. Au second, le pourcentage du candidat PS baisse par rapport à l'ensemble des voix au premier tour (47,61 %) et il est battu par le candidat RPR qu'il devançait... de trois voix.

Cette tendance se retrouve dans la majorité des élections. Ainsi, si la gauche l'emporte dans la Creuse, c'est à cause des fortes divisions de la droite; dans les Landes, elle conserve



son siège mais baisse de quelque six cents voix par rapport à 1979.

Dans les cantons où viennent d'avoir lieu simplement le premier tour de cantonales partielles, la même tendance apparaît. Dans les Deux-Sèvres (canton de Cerizay), la droite avait obtenu 64,02 % en 1979 (59,15 % le 10 mai 1981); elle en obtient 67,55 %. Dans le Loiret (canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle), le PS avait obtenu 63,95 % des voix lors des élections législatives de juin 1981; il chute à 45,29 %.

Certes, il faut se garder de tirer des conclusions hâtives pour des élections partielles qui, selon une « loi électorale », comportent toujours un fort taux d'abstention et voient souvent les électeurs de l'opposition se mobiliser plus que ceux de la majorité pour exprimer leur mécontentement. Mais les signes sont là qui confirment ceux des élections cantonales de mars 1982 et la cons-

tante qui apparaît dans les différents sondages: un secteur non négligeable des électeurs de gauche renâclent à aller voter.

A cet égard, l'élection de Brest est aussi significative. Car cette perte de voix ne concerne pas principalement « le nouvel électoral socialiste », mais des secteurs « traditionnels »: dans les bureaux de vote ouvriers et populaires, l'abstention a été forte pour les deux tours.

C'est d'ailleurs ce qu'explique un responsable du PS de Brest dans *Libération* du 21 septembre: « Le résultat des cantonales de Recouvrance confirme celui des partielles de juillet; ce ne sont pas des accidents... L'abstentionnisme touche beaucoup plus les électeurs de gauche que ceux de droite. La sensibilité extrême gauche, écologiste et autogestionnaire est complètement démobilisée, et les travailleurs, troublés par tout ce qui se passe, ne se reconnaissent pas dans l'action gouvernementale... »

Mauroy a répondu vertement à l'offensive de la droite en faisant remarquer, à juste titre, que son seul programme, c'était... la remise en cause de tout ce que le gouvernement avait fait depuis le 10 mai. *L'Humanité* du 18 septembre dénonce « l'escalade des faillites » et explique: « Ils sont tous frappés d'amnésie quand on leur parle de la gestion du passé, ils condamnent la politique actuelle mais ne font aucune proposition. »

Certes, les travailleurs connaissent la politique des Giscard, Barre, Chirac et ne veulent pas leur retour. Mais visiblement, les signes se multiplient pour indiquer que ce n'est pas la politique actuelle du PS et du PC qui les mobilise contre la droite.

A. Artous

Les revanchards du 10 mai

DECLARATIONS, meeting, télévision, les dirigeants de la droite continuent leurs déclarations. On se bouscule. Cette fois, c'est Barre qui se lance dans la concurrence avec Giscard. Un jour après la prestation de l'ancien président à la télévision, Barre a donné à nouveau de la voix; fort pour que l'on puisse l'entendre: « Verbiage et gaspillages sont les deux mamelles de la générosité socialiste. »

« Barre: la politique perce sous l'économiste », explique le *Figaro* qui ajoute: « Par opposition à un Giscard séducteur faisant aux Français une cour patiente, Barre serait plutôt du genre hussard... » La preuve, lorsqu'il veut « élever » le débat, il le fait à coup de sabre. Parlant des problèmes de sécurité, il proclame dans le meeting de l'UDF de Marseille: « Le pouvoir actuel se flattait de l'assurer en amnistiant et en libérant de dangereux détenus, en démoralisant la police, en abolissant la peine de mort, en supprimant la Cour de sûreté de l'Etat, en privant les forces de sécurité des moyens indispensables en période de violences et de terrorisme... » Barre ne prend même pas la précaution, comme Giscard, d'affirmer qu'il ne rétablirait pas la peine de mort s'il avait à nouveau le pouvoir.

Barre, d'ailleurs, verrouille toute velléité « d'ouverture » vers les socialistes: « Il faut d'abord écarter toute idée de compromis

historique, autrement dit des arrangements d'ordre politique auxquels on a recours en temps de grandes difficultés et qui permettent, grâce à des concours empressés qu'inspire, bien entendu, l'intérêt national, de rafioler le vaisseau en détresse. Or, l'actuel pouvoir n'a pas caché sa volonté de modifier en profondeur la société française dans un sens qui ne peut, à mon avis, permettre à la France de faire face au défi de l'avenir. Voilà pourquoi, le moment venu, rien de ce qui a été fait ne devra être tenu pour irréversible... »

Rien n'est irréversible. Voilà le programme qui unit la droite et que vient encore de réaffirmer l'ancien ministre CDS de l'Economie, René Monory: « Rien ne sera irréversible quand une nouvelle majorité viendra au pouvoir. »

Tout y passe: nationalisation, décentralisation, « droits nouveaux des travailleurs ». Sur la cinquième semaine de congés payés, nos représentants de la droite sont plus prudents... nécessité électorale oblige... Toutefois, Barre affirme clairement que s'il ne remettra pas en cause cet acquis, il en suspendra l'application pour quelques années. Et Giscard, dans son apparition télévisée, a multiplié les phrases pour expliquer qu'il aurait bien des moyens de contourner le problème au travers de « l'aménagement du temps de travail »...



LA MOBILISATION REACTIONNAIRE DES MEDECINS

FERMETURE de la plupart des cabinets médicaux, grève de médecins hospitaliers, manifestations de médecins dans toutes les villes (surtout celles où certains arriveront par avion), tel sera le spectacle du 30 septembre. Encore une fois, les forces réactionnaires seront à l'initiative et dans la rue contre le gouvernement.

La raison officielle de ce mouvement porte sur les honoraires médicaux, bloqués depuis un certain temps. Cette mesure touche d'ailleurs surtout les jeunes médecins et ceux qui ont des petits revenus... les autres s'en accommodant fort bien. Mais en fait, les organisations réactionnaires de médecins, qui n'ont jamais accepté le changement du 10 mai, veulent monter une opération corporatiste antigouvernementale, anti changement, garantissant leurs privilèges.

Le gouvernement a encore reculé sur la suppression du secteur privé dans les hôpitaux qui sera extrêmement longue. Il a aussi reculé sur les promesses de mise en place de nou-

veaux systèmes de santé rompant avec la médecine commerciale du système actuel. Mais cela ne suffit pas à l'appétit des dirigeants médicaux réactionnaires; ils veulent de nouveaux privilèges, ils veulent interdire toute médecine qui échappe à la loi du profit. Et ainsi se constitue un front qui va des médecins aux patrons des laboratoires privés, des pharmaciens, à ceux qui vivent de la publicité médicale. Leur seul mot d'ordre: ne touchez pas aux privilèges! Ils déclarent ouvertement qu'il vaut mieux réduire les remboursements des salariés, accroître l'austérité dans les hôpitaux, que de toucher à leurs profits. Le gouvernement a déjà fait preuve d'assez de faiblesse à l'égard des patrons, les plus privilégiés parmi les professions libérales. Il a ainsi réussi à ressouder leurs rangs en alignant la plupart des médecins derrière les hyper-privilégiés de ce secteur.

Là aussi, il faut changer de politique: assez de concessions, assez de compromis.

A. R.

Ce que veulent les patrons

L'hebdomadaire *La Vie française* vient de publier les résultats d'un sondage d'opinion réalisé auprès de 950 chefs d'entreprises. Les résultats sont éloquentes.

Seulement 5 % des chefs d'entreprises décideraient d'investir en France s'ils en avaient les moyens. Les autres, s'ils avaient de l'argent, préféreraient renforcer leur trésorerie pour « les périodes difficiles » à venir (35 %) ou pour s'implanter dans des secteurs « plus porteurs ». 65 % d'entre eux estiment que leur situation s'est dégradée depuis plusieurs mois. 82 % de ces patrons pensent qu'il faut une politique radicalement différente pour sortir

de la crise. 47 % d'entre eux sont pour la confier à Raymond Barre, 32 % à Jacques Chirac, seulement 12 % pensent à P. Mauroy, même s'il est accompagné de J. Delors.

Plus révélateur encore après les mobilisations du SNPMI, 71 % des patrons estiment qu'ils devront trouver de nouveaux moyens de pression pour se défendre: 27 % préfèrent la grève de l'impôt et des cotisations sociales, 25 % les manifestations. Seuls 13 % misent encore sur les négociations entre leurs « organisations professionnelles » et le gouvernement...

Ces chiffres en disent plus que tout commentaire politique...

AVORTEMENT LA MOBILISATION DU 23 OCTOBRE SE PREPARE

Au mois d'août, après l'annonce du report du remboursement de l'IVG, plusieurs organisations, dont le MFPF et la Coordination des groupes femmes, appelaient à la mobilisation la plus massive à la rentrée pour exiger du gouvernement qu'il tienne ses engagements.

C'est que depuis quelques mois, l'inquiétude se faisait précise dans les mouvements féministes quant au remboursement effectif de l'avortement au 1^{er} septembre 1982, mais aussi par rapport à la situation générale de l'avortement.

Dès les Etats généraux sur « le travail des femmes et les femmes dans le travail », on apprenait l'appel à la manifestation de

boursement de l'avortement », prévue le 15 mai à Paris. Aussi l'engagement était pris entre les diverses organisations partici-

pant aux Etats généraux de maintenir les contacts unitaires et de rester mobilisés et vigilants sur cette question. Ceci donnait lieu dans le courant du mois de mai à une conférence de presse

et une pétition dans laquelle les organisations signataires (CNAFAL, CSF, CSCV, SMG, USM, URP CFTD, MLAC, Coordination des groupes femmes, collectif Bichat, Planning familial) appelaient à une manifestation nationale pour le 23 octobre 1982 pour le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, pour

la droite, le cartel pour « le respect de la vie et contre le remède à la contraception et à l'avortement.

Depuis le 10 septembre, les contacts unitaires ont repris. A la première réunion étaient présents, en plus des organisations déjà partie prenante de la mobilisation, Choisir, le MIFAS, la confédération CFTD et la FEN. Pour l'ensemble de ces organisations, la décision du gouvernement et les propos de Bérégovoy rendaient plus que jamais nécessaire la mobilisation. Une prochaine réunion est prévue dans la semaine où la CFTD et la FEN doivent donner leur réponse quant à leur engagement dans la mobilisation.

► Les discours et les chiffres

La décision prise par le gouvernement de reporter le remboursement de l'IVG, les propos scandaleux tenus par Bérégovoy à ce sujet, remettent à l'ordre du jour la question de la réalité de l'avortement.

La lutte des femmes pour le droit à disposer de leur corps et à choisir d'avoir ou pas des enfants s'est toujours heurtée à l'opposition de la hiérarchie catholique et de la droite réactionnaire. Cette lutte a permis de faire apparaître l'hypocrisie de ceux qui prétendent « sauver l'enfant à naître » dans le plus grand mépris pour les femmes, réduites à leurs strictes fonctions de reproductrices, au détriment de leur santé et même de leur vie.

En 1966, l'INED (Institut national d'études démographiques), en se fondant sur une étude des décès d'origine obstétricale, avait avancé

le chiffre minimum de 250 000 avortements clandestins et de 250 morts par an. C'était sous la loi réactionnaire de 1920 interdisant l'avortement.

Quel bilan peut-on tirer aujourd'hui, après sept ans de « légalisation » de l'avortement ?

D'après l'INED, le nombre global des interruptions de grossesse, déclarées et non déclarées, resterait de 250 000 en moyenne par an.

Si l'on regarde la progression du nombre des avortements déclarés (voir tableau), il apparaît qu'en 1980, il y a encore près de 100 000 inter-

ruptions de grossesse non déclarées. Ce chiffre très élevé met directement en cause la loi et son inadéquation à aux besoins des femmes.

Par ailleurs, le Planning familial vient de rendre public un récapitulatif des demandes d'interruption de grossesse, hors du cadre légal, qu'il a reçues pendant le mois de juillet 1982 : « Pendant ce même mois de juillet où s'élaborait une inacceptable décision, le Mouvement français pour le planning familial recevait 77 femmes contraintes d'interrompre leur grossesse dans des conditions non conformes aux critères étroits de la loi actuellement en vi-

Années	Interruptions déclarées
1976	134 173
1977	150 931
1978	150 417
1979	156 816
1980	168 000*

* estimation



gueur. »

L'analyse statistique de ces demandes d'IVG hors des délais légaux vient confirmer la nature des problèmes auxquels se trouvent encore confrontées les femmes qui veulent avorter.

Pour 22,08 % d'entre elles, c'est le prix de l'IVG et le fait de ne pas avoir pu réunir la somme à temps qui est la cause du dépassement des délais. Une autre raison, et non moins scandaleuse, est la mauvaise prise en charge, ou la non-prise en charge par les hôpitaux. Mauvais accueil, mauvaise information, multiples démarches et insuffisance de lits pour répondre à la demande ont fait que 18,18 % de ces femmes se sont trouvées dans l'illégalité.

Le MFPF souligne également le rôle particulièrement écrasant joué par le pouvoir médical : « Notre analyse démontre que presque 37 % des interruptions volontaires de grossesse "hors des délais légaux" sont repoussées dans l'illégalité

pour une cause relevant du domaine médical (tests négatifs, règles irrégulières ou persistant pendant les premiers mois de la grossesse) et parfois directement de la responsabilité du médecin consulté (prescription d'arrêt de contraception orale, stérilité reconnue médicalement, erreurs de diagnostic). »

Enfin, l'obligation de l'autorisation parentale pour les mineures ajoute une difficulté supplémentaire qui les amène à se trouver la plupart du temps dans une situation désespérée.

Ce tableau rapide de la situation de l'avortement en France illustre les difficultés que doivent affronter les femmes qui veulent avorter et à quel point ce droit ne leur est pas reconnu.

Dans ce contexte, la décision du gouvernement apparaît totalement injustifiable. Pire, elle permet que reprennent « du poil de la bête » tous les opposants au droit à l'avortement.

Sonia Folloni

LE PCF, PARTI DE LA DEFENSE NATIONALE, CONTRE LES SIX MOIS LES DROITS DEMOCRATIQUES DES SOLDATS ET...L'ANTIMILITARISME MODERNE

C'EST une livraison exceptionnelle que nous offre le numéro de septembre de *Correspondance armée-nation*, le bulletin qu'édite le PCF en direction des militaires : un long document en effet exclusivement consacré au service militaire. L'éditorial ne laisse guère de doute quant à la nature de ce texte : « Il s'agit certainement du plus important document qui ait été élaboré en cette matière depuis le statut démocratique du soldat et du marin déposé en 1974 à l'Assemblée nationale. »

Pourquoi aujourd'hui ?

« La grande question du service militaire a sa place au cœur des luttes de notre pays. Elle n'est pas séparable des efforts pour la construction d'une société socialiste aux couleurs de la France », répond le PCF et il précise : « Il est donc erroné et dangereux de faire l'économie de l'action dans un secteur aussi décisif. Aucune force ne s'y est d'ailleurs trompée et beaucoup s'agitent de manière diverse pour occuper le terrain. » Certes, mais quels sont les dangers ? La droite, qui garde de nombreux porte-voix à l'état-major ? Point du tout, ou du moins tel n'est pas le souci majeur du PCF.

En vérité, le PS, d'une part, et les révolutionnaires pour l'audience de masse qu'ils ont acquise dans le contingent, d'autre part, sont bien les cibles du PC, même s'il prend soin de ne nommer ni les uns ni les

autres. Au PS et à son ministre des Armées, le PC semble reprocher la marginalisation croissante dans laquelle on le cantonne sur le plan militaire.

Il est vrai que les batailles feutrées et secrètes au sein de l'état-major entre les giscardiens restés en place après le 10 mai et les hommes acquis à l'actuel ministre de la Défense le réduisent au rôle d'un spectateur impuissant. D'où la lourde insistance que l'on met dans ce document sur ce qui a fait la différence : « Nous sommes les seuls à avoir une politique claire et précise qui réclame pour la France une défense efficace et démocratique. Nous sommes les seuls à faire de la Défense nationale un tout global qui lie armée et conscription à changements et perspectives économiques, politiques et sociales. » Conclusion logique de portée générale qui ne s'adresse certainement pas aux seuls appelés membres du parti : « Il devient impératif de quitter les positions frileuses qui se développaient sous prétexte de politique giscardienne (répression anticommuniste, filtrage aux postes de cadres...) pour s'emparer résolument des possibilités nouvelles. »

Quant aux révolutionnaires, les choses sont aussi parfaitement claires : « On assiste à des activités visant à la déstabilisation de notre défense nationale : diverses provocations, de l'extrême droite à l'extrême gauche, l'utilisation de la violence, certaines campagnes démagogiques, se combinent de

manière objective pour freiner les évolutions dans ce secteur et la marche en avant du pays. » Amalgame stalinien de la pire espèce qui cache mal les craintes des bureaucrates de la place du colonel Fabien devant les mouvements qu'ils ne contrôlent pas, ni de près ni de loin.

La conscription : un mauvais argument contre les 6 mois.

« La reconstruction de la conscription est un des enjeux de la bataille qui se livre et qui est à gagner sur les forces réactionnaires pour réaliser les changements auxquels aspire notre peuple », et donc « la réduction immédiate de la durée du service et plus particulièrement à six mois, équivaudrait aujourd'hui à supprimer toute possibilité de participation effective des appelés à la défense, ce qui exaucerait en somme le souhait ardent des forces réactionnaires : remettre entièrement dans les mains de professionnels les armes du pays. »

Le PCF fait ici doublement fausse route. D'abord lorsqu'il feint de confondre lutte contre la professionnalisation et « reconstruction de la conscription ». On peut très bien s'opposer au premier terme de cette fausse alternative sans pour autant réorganiser l'armée bourgeoise à la faveur d'un embrigadement plus massif de la jeunesse. La vraie question, c'est de savoir quels intérêts sert cette armée, et qui la dirige. La

conscription est très loin d'être une garantie démocratique comme l'attestent les exemples de l'armée chilienne ou encore de l'armée sioniste. Ensuite, le PCF sait très bien qu'il n'y a aucune relation d'automatisme entre la réduction du service militaire à six mois et la professionnalisation des unités, sinon comment, face à Giscard, aurait-il pu ériger en principe l'idée selon laquelle « le service militaire actif comporte une période d'instruction de base et une période d'activité dans les forces opérationnelles permanentes. Sa durée, fixée par la loi, est la même pour tous et se rapproche le plus possible de la période de formation au combat » (article 5 du titre I « principes généraux » du statut démocratique du soldat et du marin).

Les commissions contre les droits démocratiques

Il fut un temps où le PCF se prononçait en principe pour les libertés démocratiques. Aujourd'hui, le contenu pratique qu'il donne à cette exigence de masse des soldats a pour nom « commissions participatives » mais même cela ne va pas sans d'innombrables précautions : « Les membres des commissions ont besoin d'avoir les moyens qui permettent de consulter sérieusement l'ensemble des appelés et de leur rendre compte des travaux. La nomination de ces membres appelle une procédure aussi démocratique et réaliste que possible compte

tenu de la succession rapide des contingents et des spécificités de l'armée. L'avis des soldats est à prendre en considération en veillant à ce que le mode de désignation soit conciliable avec l'autorité du commandement qui est une caractéristique essentielle et indispensable de toute armée. La désignation par vote pouvant intervenir au niveau de l'unité la plus élémentaire (par exemple la section pour ce qui est de l'armée de terre). »

Au total, le PCF se montre à travers ce document comme le partisan le plus conséquent de l'ordre bourgeois dans les casernes. Il revendique certes quelques améliorations non négligeables de la condition matérielle du soldat (revalorisation de la solde, gratuité des transports, garantie de réembauche) mais s'oppose frontalement aux espoirs portés par la jeunesse sous l'uniforme. Au moment même où la direction du PCF invite les travailleurs à « retrousser les manches », sa commission militaire appelle les jeunes communistes sous les drapeaux à la lutte contre l'antimilitarisme moderne (sic !) qui « conduit à désarmer — moralement et matériellement — les peuples et les Etats pacifiques face aux militaristes » qui comme chacun sait sont américains et seulement américains. De la bataille de la production à la défense d'« une seule armée, d'une seule police », il y a la logique implacable d'une politique stalinienne de trahison de la classe ouvrière.

J.-L. M.

POUR UNE GREVE NATIONALE, UNITAIRE, INTERPROFESSIONNELLE DE 24 HEURES

LE CNPF chante trop souvent victoire : Gattaz n'a-t-il pas triomphé quand le Conseil des ministres a réduit à trois fois rien l'impôt sur la fortune, en exonérant « les actifs professionnels » ?

Les patrons sont beaucoup trop arrogants : ces 10 000 patrons des petites et moyennes entreprises, dans la rue à Paris le 13 septembre, Le Pen en tête, prennent le chemin de la subversion poujadiste.

Il y a pire : au nom des mesures Mauroy, le patronat dresse devant les travailleurs le mur du mépris. Négociateur ? négociateur, disent-ils ? Le gouvernement n'a-t-il pas plafonné les augmentations à 10 % pour 1982 et 8 % pour 1983 ? C'est ce que nous appliquerons, nous obéissons, disent-ils. Et les patrons de se retrancher derrière le gouvernement contre les salaires...

Le résultat ne se fait pas attendre : dans les sept élections partielles les plus récentes, l'électorat ouvrier est démobilisé,



déçu. Il ne s'est pas déplacé pour voter PS ou PC. C'est que les mesures Mauroy pèsent lourd : après le blocage, c'est la police des salaires. Après les cadeaux

de l'après-cantonales à Gattaz, ce sont d'autres cadeaux, d'autres exonérations fiscales.

Du temps de Giscard, les syndicats auraient levé leurs bou-

cliers : bas les pattes devant la Sécu, maintien de l'indexation des salaires sur les prix, défense de l'indice syndical, auraient-ils dit. Des grèves de 24 heures, il en pleuvrait... Mais, depuis le 10 mai, rien : les banderoles se couvrent de poussière au fond des locaux.

Les dirigeants nationaux des confédérations disent même que partir en grève, préparer des actions d'envergure, ce serait assurer le retour de Giscard. Ils se situent comme gardes du corps du gouvernement, comme soutien inconditionnel à sa politique. Si bien que la quinzaine d'action et d'explication CGT est furtive, discrète. Les fédés CFTD qui prévoient une action de 24 heures, comme la santé et interco, ne font pas grand tapage non plus.

C'est un syndicalisme en bémol mineur, qui se fait le plus petit possible pour ne pas gêner le gouvernement. Ainsi, nos dirigeants confédéraux nous enferment dans un cercle vicieux, artificiel. « Pour que le gouvernement avance plus loin, il faudrait la mobilisation populaire », disent-ils. Mais quand des travailleurs proposent une action pour les revendications : « Holà, s'écrient-ils, vous voulez le retour de la droite ! » « Vous hurlez avec la droite que c'est l'austérité, la catastrophe économique, expliquent-ils. Non, pas de ça : il faut être positif avec le gouvernement, voir ce qui est mauvais et ce qui est bon. »

Peu à peu, ils essaient de faire passer dans les faits que le syndicalisme depuis le 10 mai est lié pieds et poings au gouvernement, qu'il n'a plus d'indépendance.

Alors, aujourd'hui, formuler des revendications, comme l'échelle mobile et une augmentation du pouvoir d'achat, ce

n'est plus possible ? Si, bien sûr, et c'est ce qu'attendent les travailleurs de leurs syndicats. Il y a de leurs besoins immédiats, et de la crédibilité du syndicalisme tout entier, dans la classe ouvrière.

Ces revendications formulées impliquent une action pour les obtenir. Agir, faire grève, est-ce forcément s'attaquer au gouvernement, le mettre en péril ? Ce chantage est mensonger. Le gouvernement prend des mesures unilatérales, en faveur des patrons. Ceux-là continuent à faire leur loi, à licencier comme bon leur semble, à jouer l'inflation contre les salaires. La grève à organiser, nationale, interprofessionnelle, a deux buts : s'opposer à l'offensive patronale, faire céder les patrons sur les salaires ; en même temps, exiger du gouvernement qu'il utilise son pouvoir au service des besoins ouvriers, des revendications des travailleurs.

Est-ce utopique ? Sûrement pas ! A-t-on jamais vu le CNPF céder sans mobilisation ? Peut-on laisser les patrons, petits, moyens et grands, faire pression sur le gouvernement, sans leur opposer le poids de la classe ouvrière mobilisée ? Bien sûr que non : l'utopie serait de s'en remettre à un gouvernement qui écoute trop Gattaz et trop peu les travailleurs. Pourtant, ceux qui ont voté le 10 mai et le 21 juin contre l'austérité ne sont pas dans le camp des Ceyrac, Chotard et Gattaz.

Cette grève pour les salaires doit être unitaire, tous syndicats confondus, et une première étape pour une mobilisation en profondeur des forces ouvrières. Car le patronat doit reculer sur tout : les licenciements, la fuite des capitaux, les salaires, etc. La crise actuelle est la sienne, nous n'avons pas à en faire les frais. Cette grève de 24 heures doit être interprofessionnelle. Car la dispersion, branche par branche, devenue une loi depuis le 10 mai, n'a rien apporté aux travailleurs. Elle a dilapidé le poids qu'ils pouvaient avoir unis, mobilisés.

Il n'y a plus le choix : les salaires bloqués, les cotisations chômage remises en cause, la Sécu amoindrie, et c'est le CNPF qui gagne. Les résultats électoraux aux municipales seront alors une sanction contre le PS et le PC.

Si les syndicats, dans l'unité, organisent cette grève interprofessionnelle de 24 heures, le rapport des forces peut s'inverser.

Tout reste à faire : mais rester l'arme au pied comme font les confédérations en cette rentrée, c'est laisser faire le patronat et faire le jeu de la droite.

Jean Lantier.

LE DILEMME DE FO

ENTRE L'INDEPENDANCE SYNDICALE ET L'ACCEPTATION DE L'AUSTERITE

LE vendredi 17 septembre s'est tenue à la Mutualité la réunion de rentrée des militants Force ouvrière de la région parisienne. Salle peu garnie (le gros des militants est convoqué à la fête FO des 9 et 10 octobre) et peu enthousiaste. Les rares applaudissements nourris ont salué les déclarations de la représentante de Solidarisc. Le discours de Bergeron, quant à lui, n'avait rien qui put enthousiasmer. Car, pas plus que les dirigeants CGT et CFTD, ceux de FO n'entendent remettre en cause la politique d'austérité du gouvernement.

Si l'on ne peut que se féliciter de voir FO refuser de rejoindre un « front du refus » de la droite avec la CGC et la CFTC, il n'en reste pas moins que la dénonciation de l'amputation du pouvoir d'achat des salariés (de 5 à 10 %) suivant FO ne s'accompagne d'aucune perspective d'action. Bien plus, ce qui est critiqué dans le plan d'austérité, c'est qu'il ne laisse aucune illusion sur la politique contractuelle. Comme le disait si crûment le secrétaire général : « La politique contractuelle est comme un moulin : il lui faut du grain à moudre. » Autrement dit, il n'y a pas de politique des miettes quand il n'y a plus de miettes à distribuer. Sur le fond, par contre, lorsque Bergeron rappelle qu'il y a un an il avait mis en garde le gouvernement, trouvant qu'il allait trop vite, il semble penser qu'aujourd'hui la politique suivie lui donne raison. Fallait-il alors en venir à la politique d'austérité un an plus tôt ?

Ambiguïté et contradictions ; elles n'étaient pas seulement dans le discours de Bergeron, elles concernent l'ensemble de la confédération.

Depuis le 10 mai, en effet, la con-

fédération et ses syndicats ont connu une progression certaine, dont témoigne l'accroissement des effectifs comme les résultats des élections professionnelles. Cette progression, plus sensible dans les secteurs employés qu'ouvriers, ne s'est pas faite sur l'image de marque « droitière » de sa direction, mais sur le fait que tout en étant dirigée ma-



jeoritiquement par des militants membres ou proches du PS, FO n'a cessé de réaffirmer son indépendance vis-à-vis de l'Etat. Le recrutement sur cette base va directement à l'encontre de la politique confédérale. Ce n'est pas un hasard si l'une des branches où FO a perdu de sa représentativité, c'est le personnel hospitalier dont la direction fédérale était complètement alignée sur la confé-

dé, notamment sur la question de « l'infiltration communiste ». Ayant dit que la venue d'un gouvernement de gauche ne l'empêcherait pas de revendiquer, la direction se voit confrontée à la pression des militants et responsables des syndicats.

Ainsi, l'une des principales fédérations, celle des employés, a demandé dès le 16 juillet à la confédération d'appeler à « un arrêt national du travail significatif ». C'est-à-dire à une grève interprofessionnelle de vingt-quatre heures contre le blocage des salaires. D'une manière plus générale, les communiqués fédéraux témoignent de l'impatience de la base.

C'est contre cette volonté que s'est dressé vendredi dernier Bergeron. Il a certes indiqué qu'il n'était pas d'accord avec les mesures prises, que ce soit sur la Sécurité sociale ou sur le rattrapage du pouvoir d'achat, mais en toute indépendance syndicale, il n'entend pas passer des paroles aux actes. Le vrai contenu de la politique contractuelle, il l'a rappelé en disant que le gouvernement devait davantage tenir compte des syndicats, car ceux-ci avaient su prendre leurs responsabilités en 1968. Cette orientation dirigée contre les luttes risque de poser des problèmes, en particulier dans le secteur public.

Dans FO, le soutien à l'austérité va à l'encontre de toutes les affirmations sur l'indépendance syndicale et la liberté de revendiquer. Entre l'orientation de combat d'un certain nombre de branches et la docilité confédérale, des frictions risquent de se produire dans les prochaines semaines.

J. Carvel

POUVOIR D'ACHAT QUELLES REVENDEICATIONS ?

EN cette rentrée l'ensemble des directions ouvrières s'ingénient à tout brouiller : on parle défense du pouvoir d'achat, elles découvrent l'urgence des « solidarités » avec les plus bas salaires, on proteste contre le rejet d'indexation, elles découpent en trois catégories les salariés pour décider de les défendre différemment. On nous parle aussi de réforme de la fiscalité, mais en pratique rien en change, et les quelques mesures de réforme du budget 1982 sont allégées pour 1983... du moins celles qui taxaient un peu les patrons.

Pour améliorer le tout, bien sûr, les directions confédérales de la CGT et de la CFDT ne proposent aucune plate-forme d'objectifs revendicatifs nationaux. A croire que seuls les patrons ont encore une direction nationale pour les amener à peser tous ensemble dans le même sens !

Un débat sur des objectifs unificateurs pour l'ensemble des travailleurs est donc nécessaire. Contre ceux qui mélangent sciemment défense du pouvoir d'achat, lutte contre les inégalités et progression des bas salaires, nous voulons mettre un peu d'ordre dans les idées.

Pour garantir le pouvoir d'achat : une échelle mobile liant tous les salaires au coût de la vie.

- A chaque augmentation des prix doit correspondre une augmentation des salaires : pour que les acquis passés ne soient pas remis en cause.

- Cela exige qu'un véritable indice du coût de la vie soit mis au point et sous le contrôle des organisations syndicales : à la place de l'indice actuel de l'INSEE qui est truqué depuis toujours.

- Cette augmentation des salaires à la suite des prix doit être automatique, immédiate. Si le coût de la vie hausse de 2 % en un mois, les salaires augmentent d'autant. Toute idée de « rattrapage ultérieur » comporte l'acceptation d'une perte durant quelque semaines ou quelques mois, dont les patrons ont pris l'habitude de profiter !

Pour lutter contre les bas salaires : le SMIC revendiqué doit être un véritable salaire plancher.

- CGT et CFDT ont adopté à leur congrès confédéral la revendication du SMIC sur une base qui aujourd'hui équivaut à 4 100 F. Aucune révision en baisse n'est acceptable : s'il s'agit d'un minimum, que des patrons s'amuse à démontrer qu'on peut vivre avec moins que cela !

- Il ne faut pas non plus accepter que cette augmentation du SMIC soit « étalée dans le temps » sur plusieurs années : si c'est un minimum, c'est un minimum ! Et ce n'est pas la promesse qu'il fera plus beau demain qui fait vivre aujourd'hui les familles de smicards.

Pour augmenter le pouvoir d'achat : des augmentations uniformes pour tous.

- Face aux patrons, seule la lutte peut obtenir une progression du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés. Cette lutte doit donc avoir lieu sur des objectifs réellement communs, chiffrés par entreprise, par branche, nationalement.

- Nous proposons que ces revendications soient formulées en augmentations uniformes : en nombre de points uniformes pour les professions où le salaire est calculé en points, en sommes uniformes partout (300 F, 500 F ou autre, en fonction des débats entre travailleurs). Les augmentations en pourcentage du pouvoir d'achat ne peuvent pas réellement unir tous les travailleurs sur le même objectif puisque 2 % du SMIC à 3 400 F font 68 F alors que 2 % de 9 000 F font 180 F...

Pour lutter contre les inégalités : réforme de la fiscalité, lutte contre la fraude.

- Avec l'échelle mobile, on contribue à la lutte contre les inégalités : en l'absence d'augmentation automatique, ce sont les hauts salaires qui augmentent le plus (en fonction des gratifications « à la tête du client », comme le prouvent plusieurs enquêtes récentes).

Avec la lutte pour l'élévation du SMIC tout de suite, on élève le plancher du salaire minimum. Ce qui est une pièce importante de la lutte contre les inégalités.

Avec la lutte pour des augmentations de pouvoir d'achat uniformes pour tous, il en est de même.

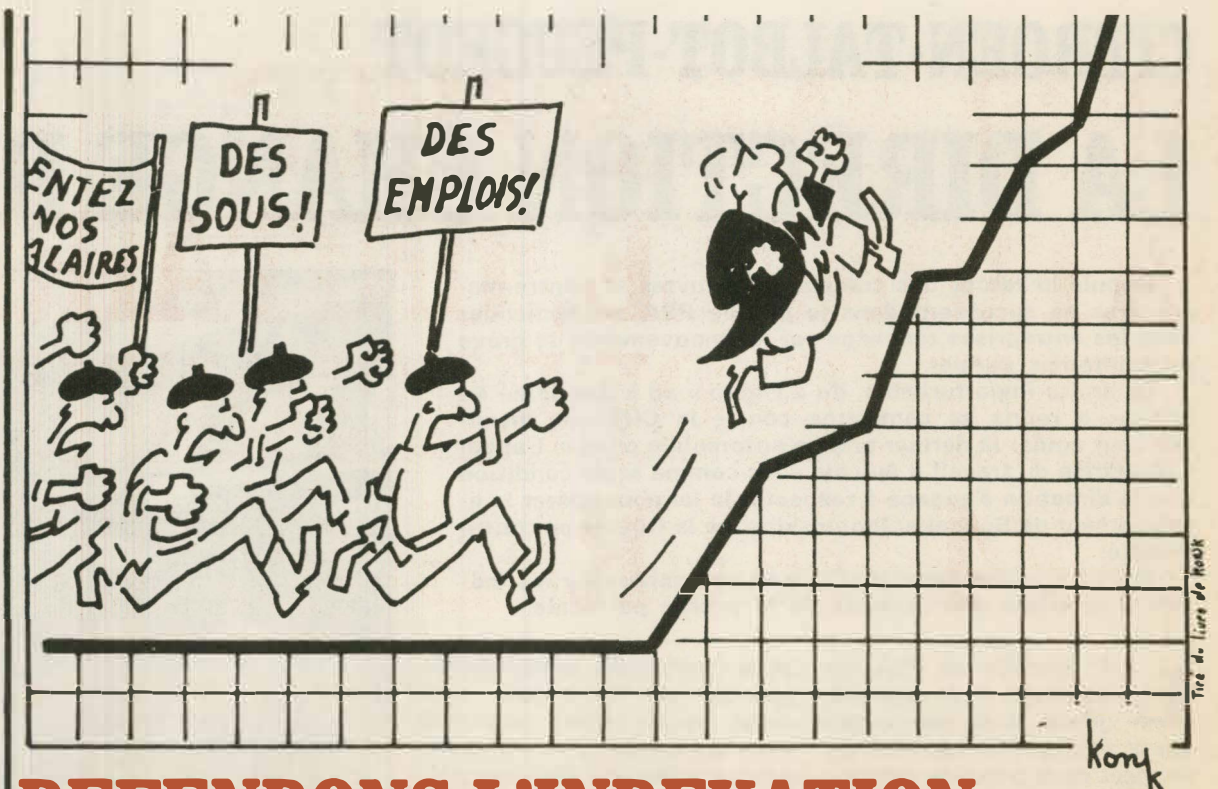
- Pour lutter contre les inégalités, il faut aussi, bien sûr, rompre avec la fiscalité héritée de Giscard : pour prendre aux riches proportionnellement à leurs fortunes et leurs revenus.

Dans l'immédiat, n'oublions donc pas ces 90 milliards de fraude fiscale... dans le cadre de la législation actuelle ! C'est bien une indication d'où est l'argent : chez les privilégiés.

- Il faut s'attaquer à ce scandale permanent pour permettre une redistribution de la richesse et faire disparaître les bas salaires.

Une étude du CERC (organisme officiel) prouve que cela est possible à condition de taxer correctement les revenus et fortunes des non-salariés et des hauts cadres (voir *Critique communiste* n° 11).

- De même, on pourrait ainsi financer des services publics et des équipements collectifs nombreux, bon marché, de bonne qualité



DEFENDONS L'INDEXATION EXIGEONS L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

Pour « lutter contre l'inflation », dit le gouvernement, il fallait supprimer l'indexation des salaires sur les prix, protection dont bénéficiaient, même imparfaitement, près de la moitié des salariés. Pour « donner l'exemple », Mauroy et Le Pors ont d'ailleurs montré que les fonctionnaires seraient « plafonnés » à 3 % d'augmentation jusqu'à la fin de l'année, ce qui entraîne une perte de 3 % du pouvoir d'achat. On voit d'avance comment l'ensemble des patrons du privé s'appuieront sur cet exemple venu de très haut !

Avec le « système Delors », approuvé par le gouvernement, nous avons à faire face à une volonté de gérer la masse salariale globale sur les dix-huit mois qui viennent (+ 10 % pour tout 1982 et + 8 %

en 1983, c'est-à-dire une progression inférieure à celle du coût de la vie, même si les prix calculés avec l'indice INSEE augmentent moins) (1).

Comme le montrent les experts interrogés par *le Matin* du 22 septembre, il s'agit, en fait, de transférer une partie de la masse salariale des dépenses de consommation à l'investissement des entreprises. Autrement dit, d'appeler les travailleurs à se serrer la ceinture pour que « notre économie », — entendez l'impérialisme français — fasse « la guerre économique ». Mauroy, d'ailleurs, ne s'est pas gêné pour affirmer, le 15 septembre que, « sortir du blocage veut dire qu'on donne une augmentation, pas que l'on préserve le pouvoir d'achat ».

la défense du pouvoir d'achat déjà acquis est le meilleur. En effet, est-ce au mouvement ouvrier de décider qu'au-dessus d'un certain salaire (six fois le SMIC ou deux fois), les individus concernés n'ont qu'à aller se faire défendre par la CGC et les partis de droite ? Compte tenu de l'instabilité et de la diversité des catégories de cadres, ce serait mettre le doigt dans un engrenage où, sous prétexte d'unir les syndicats, on en viendrait à des revendications de plus en plus catégorielles et à une répartition de la pénurie.

Pour assurer cette défense du pouvoir d'achat tout en luttant pour plus de justice et d'égalité, il faut un ensemble coordonné de revendications. Nous les avons résumées ci-contre. Et nous constatons, d'ailleurs, en cette rentrée, que les plus farouches partisans de l'égalitarisme au profit des plus bas salaires sont étrangement silencieux sur deux scandales.

Le premier, c'est l'affaire du SMIC : il devait augmenter fin 1982 de 2 ou 3 % de plus que la hausse des prix ; c'était déjà un abandon de la revendication du SMIC à 4 100 F. Mais il semble bien que le gouvernement veuille « étaler dans le temps » cet engagement minimum. Et dans quel silence du côté des directions confédérales de la CGT et de la CFDT !

Second scandale, la fiscalité de classe héritée de Giscard : elle reste en place ! Or, si on veut ouvrir un débat sur l'éventail des salaires et des revenus, c'est un terrain indispensable : il faut une véritable connaissance des revenus (salaires et fortunes accumulées), il faut un impôt lourdement progressif sur les riches. Quand on veut qu'au-dessus d'un certain seuil il y ait écrasement de l'éventail des revenus, il faut que le débat ait lieu en toute clarté : une fiscalité pour le changement social !

Ces quelques arguments nous amènent à répondre à nos contradicteurs de deux façons. Aux directions syndicales nous demanderons pourquoi elles se permettent d'appeler les salariés aux sacrifices au lieu d'exiger en préalable la rupture avec la fiscalité héritée de Giscard ; aux militants et travailleurs qui veulent sincèrement la défense des intérêts des travailleurs et une lutte contre les inégalités nous dirons : défendons ensemble l'indexation des salaires sur les prix, et luttons ensemble pour les revendications qui permettent d'attaquer vraiment les privilèges.

P. R.

POUR défendre le pouvoir d'achat, quelle revendication ? Beaucoup de militants ouvriers hésitent. Et les objections ne manquent pas lorsque nous répondons par la nécessité de lutter pour une véritable échelle mobile pour tous les salariés.

Loin de nous, cependant, l'idée que l'échelle mobile suffit par elle-même à défendre les revendications salariales aujourd'hui : comme le montre le résumé ci-contre, il faut un ensemble de revendications, liées entre elles, pour répondre au problème.

Mais la question clé, de l'avis même du gouvernement, c'est celle de l'indexation : aux patrons qui demandaient depuis longtemps la suppression des mécanismes d'échelle mobile qui existaient au moins partiellement, le gouvernement veut donner satisfaction.

Cela s'accompagne, d'ailleurs, d'une contradiction grossière : tout en dénonçant « l'indexation », le gouvernement précise bien que, « en cas de dérapage des prix » (1), un système de compensation serait mis en place, fin 1983. C'est en effet un minimum : seuls les patrons auraient intérêt à supprimer tout repère national pour le calcul du pouvoir d'achat ! Mais pourquoi donc renvoyer cette indexation à la fin de l'année ? Les plus bas salaires peuvent-ils tolérer une perte de pouvoir d'achat pendant quelques mois alors que leur rémunération sert à 80 % pour les dépenses immédiates, quotidiennes ? Par ailleurs, pourquoi laisser ainsi, pendant plusieurs mois, un retard des salaires sur les prix et donc sur les profits des entreprises ? Tout le monde sait, en effet, que cette marge supplémentaire de profit entre les mains du patronat n'a aucune chance de servir aux intérêts des travailleurs. Ces deux raisons

nous amènent à défendre la nécessité de l'automatisme de l'augmentation des salaires quand les prix augmentent : 1 % d'augmentation du coût de la vie sur un mois doit immédiatement entraîner une progression de 1 % des salaires.

Là, notre proposition se heurte à une objection : « Jusqu'à quel plafond acceptez-vous de défendre les salaires ? » « Pourquoi ne limitez-vous pas cette échelle mobile au seuil de deux fois le SMIC, ou trois fois, ou même six fois... ? » Nous, révolutionnaires, serions-nous des défenseurs des cadres ? Serions-nous prêts à négliger la nécessité de lutter contre les inégalités ?

Les cadres aussi ?

Autant, donc, répondre de front à cette question des cadres, qui doivent, selon nous, être couverts par l'échelle mobile. Nous n'ignorons pas, en effet, qu'au-delà d'un certain seuil les salaires comportent la redistribution d'une part des profits réalisés sur le dos des travailleurs, que les patrons donnent à certaines catégories pour se les attacher. Pourquoi, malgré cela, ne pas mettre un autre plafond que celui des salaires qui forment le haut de la grille négociée dans les conventions des entreprises ?

Cette limite, en pratique, nous paraît la seule possible : elle peut être connue de tous, et dans ce cadre une augmentation en pourcentage des salaires maintient simplement la hiérarchie existante devant l'inflation, c'est-à-dire l'augmentation du coût de la vie.

Pour nous, ce qui est le plus simple pour unir toutes les catégories de salariés dans le cadre de la dé-

(1) La semaine prochaine dans « Rouge » : Mais comment fonctionne actuellement l'indice INSEE.

CITROËN-TALBOT-PEUGEOT

LA DIRECTION CHANGE DE TACTIQUE

Depuis le retour des congés, manœuvres et contre-manœuvres se succèdent dans le groupe PSA, en particulier dans les entreprises touchées par les mouvements de grève du printemps dernier.

La droite imperturbable, du « Figaro » au « Quotidien de Paris », a repris sa campagne contre la CGT qui, dit-elle, « veut couler le dernier groupe automobile privé ». L'appel à la reprise du travail à Aulnay, avec comme seule condition que la direction s'engage à respecter la loi pour opérer le licenciement de Boubaker Idoumskine, ne la trouble pas outre mesure.

Mais il y a plus important que de se pencher sur les thèmes d'agitation anti-ouvriers de la presse patronale.

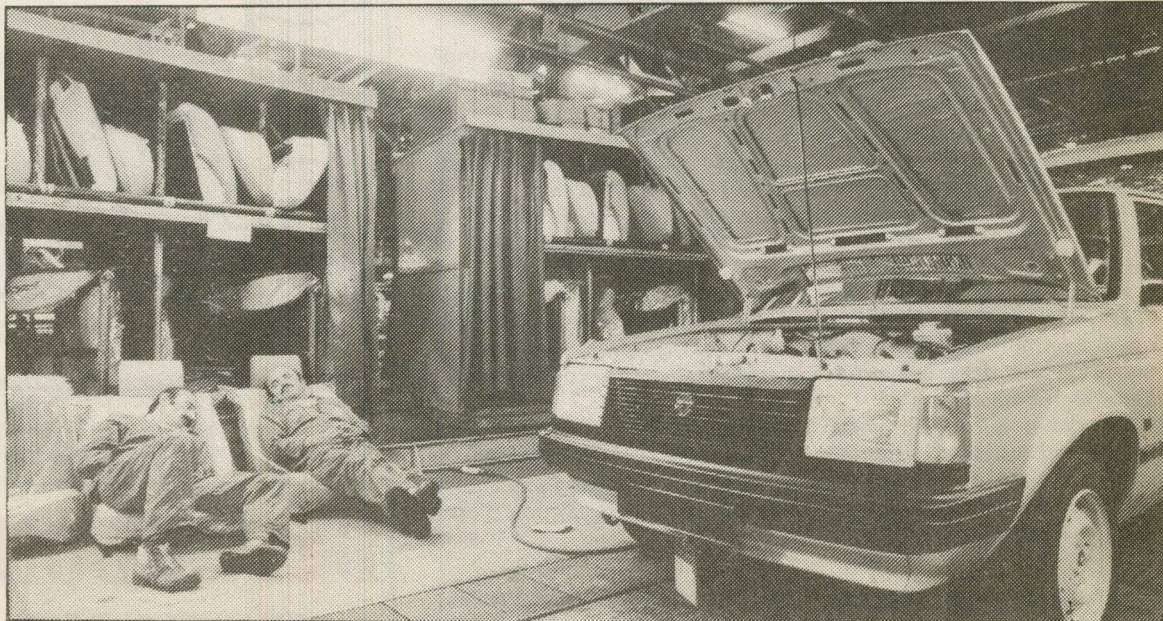
La direction de PSA tire les leçons de la vague de grèves et de débrayages qui a agité ses entreprises. Au moment de la grève de septembre à Talbot-Poissy, elle a passé un accord avec le ministre du Travail pour l'annulation des licenciements. Elle vient de récidiver à Aulnay en proposant la mutation d'Idoumskine dans une autre entreprise de la région parisienne.

Il était quasiment inévitable que ce « recentrage » tactique ne soit pas du goût de tout le monde parmi le haut encadrement habitué à des méthodes plus musclées et à un statut beaucoup plus avantageux pour les syndicats jaunes dans ces entreprises.

Le mécontentement généralisé

et la combativité intacte depuis juin sur ces entreprises, ainsi qu'un certain retard accumulé dans la production, sont la cause fondamentale du réajustement. Nous y reviendrons. Mais dans ces circonstances, toute une couche de responsables de la CSL se trouve dévalorisée. Pour tâcher de leur conserver un minimum de crédibilité, la direction remet même sur les chaînes une partie de ces messieurs dont la seule occupation auparavant était de se promener dans l'entreprise.

Pour tous ces gens, le changement de tactique est perçu comme un abandon, après plusieurs années de « bons et loyaux services » pas toujours très propres. C'est pour cette raison qu'à Tal-



bot ils ont essayé, forts de leur vieille implantation ainsi que des « nuances » de la direction locale par rapport à l'analyse de PSA, de casser ou au moins d'affaiblir les syndicats CFDT et surtout CGT. Histoire de démontrer qu'ils pouvaient être utiles. On sait ce qu'il advint de l'expérience...

Cependant, Peugeot entend bien reculer en bon ordre et remplacer l'« encadrement » des travailleurs par la CSL, par l'encadrement de la maîtrise ; généraliser, au moins pour un temps, les méthodes de Peugeot à toutes ses filiales. Le malheur pour eux, c'est que la maîtrise est en général la base militante de la CSL dans la plupart de ces entreprises. En plus, les travailleurs ne sont pas plus disposés à se laisser faire par la CSL que par la maîtrise comme cela vient d'être démontré à Aulnay. Là aussi, le recul que vient d'effectuer la direction démontre sa volonté de ne plus « couvrir », dans l'état actuel du rapport des forces et des nécessités de la production, les bavures des nostalgiques de la méthode musclée. La maîtrise, qui réclamait que la direction assure son autorité, se retrouve face aux travailleurs victorieux avec l'impérieuse nécessité de se réadapter.

En opérant ces reculs momentanés, la direction espère que les travailleurs ne poursuivront pas

UN DOCUMENT
DE LA DIRECTION

Dans un document confidentiel remis aux cadres, la direction analyse ainsi les conséquences possibles de mai et juin : « Les forces mises en œuvre sont telles qu'elles échappent au contrôle de la CGT.

« C'est en fait l'hypothèse la plus plausible : un pouvoir fondé exclusivement sur la contrainte et la démagogie, sans aucune adhésion réelle, non seulement ne peut durer, mais surtout risque d'échapper à ses auteurs ; de ce point de vue, l'appel délibéré à des éléments irrationnels comme la fête (apparition d'un « sorcier » chez Talbot) les manifestations religieuses ostentatoires et l'impression donnée que tout est désormais permis, à l'usine, dans la rue, laissent penser que la CGT a libéré des forces qu'elle ne pourra pas contrôler ; trois risques sont à prévoir :

a) Le débordement par ses propres troupes. Tout montre en

effet que la politique sans nuances, mise en œuvre par l'appareil de la CGT, a comporté un certain nombre de maladresses graves et dangereuses : le fait que les « délégués de chaîne » ou les « gros bras » chargés de « convaincre » les Marocains à leur domicile ont été recrutés parmi les Sénégalais, risque d'accroître l'hostilité traditionnelle entre ces deux ethnies...

b) Il y a également le danger de voir les milieux gauchistes tenter une récupération du mouvement ; la LCR, en particulier, est réapparue dans certaines usines et a diffusé des tracts en arabe. De même, certains agitateurs étrangers auraient été vus à proximité des usines.

c) Il y a enfin le risque non négligeable de voir des mouvements intégristes, soit spontanés, soit venus du Proche-Orient, s'efforcer de tirer bénéfice de cette situation... »

leur espèce de « contrôle » sur la production et oublieront le blocage des salaires qui motivait, au moins à Aulnay et à Levallois, le démarrage des débrayages de cette rentrée. Maintien de la production et des cadences, maintien du blocage des salaires, voilà l'essentiel que veut sauvegarder la direction face à la détermination des travailleurs, en

faisant des concessions sur les méthodes de direction.

Compte tenu de la position de la direction de la CGT, hégémonique dans ces entreprises, tant sur la question de la production que du soutien au gouvernement sur le blocage des salaires, c'est un calcul qui est loin d'être faux et qui peut rapporter gros.

F. C.



CGT : LA GESTION AVANT TOUT

DANS beaucoup d'ateliers de Talbot et Citroën, les travailleurs ont pris l'habitude de contester les cadences, l'organisation du travail au travers des changements de postes, etc. Ce dernier problème a surgi à Talbot au moment où la direction changeait les chaînes pour les adapter à un nouveau modèle.

En plus, légitimement, les travailleurs de Citroën attendent que ce qui a été gagné pendant la grève, en particulier sur les salaires, apparaisse aujourd'hui sur les feuilles de paye. Or, celle du mois d'août laisse apparaître un « trou » qui va de 650 à 900 F ! En plus du blocage qui occasionne une perte nette de 540 F ce mois-ci, la direction a retiré les jours de grève de la prime classique de rentrée. Pas étonnant qu'à Citroën les débrayages aient éclaté à partir de la question salariale.

La direction de la CGT qui veut

concurrencer les patrons sur le plan de la gestion et qui, en même temps, veut être le meilleur relais pratique de l'application de la politique gouvernementale, se retrouve donc dans une position fort inconfortable.

La diversion est donc devenue le maître mot de sa tactique. Aux travailleurs de chez Talbot, après le succès sur les licenciements, on explique que comme les chefs sont en grève, c'est le moment de démontrer que l'on peut faire tourner les chaînes sans eux, et faire encore mieux qu'eux. Pendant deux jours, les cadences affichées seront dépassées de 30 %.

A Aulnay, elle se saisit de la diminution de la prime de rentrée pour demander un acompte de 300 F, acompte qui sera finalement remboursable en octobre et novembre !

Avec la victoire incontestable et extrêmement importante contre les

licenciements, cette tactique permet de faire oublier les revendications sur les mutations et les cadences, qui sont à l'origine des débrayages et des licenciements.

Mobilisation
quand même

Mais ça n'a pas l'air de calmer les travailleurs, de même que les revendications sur les locaux syndicaux, etc. Alors, elle exige que le calcul des salaires soit simplifié comme cela est prévu dans l'accord Dupeyroux.

Jamais en tout cas, la direction de la CGT n'a appelé à lutter pour que la partie de l'accord Dupeyroux concernant les salaires s'applique, de la même manière qu'elle réclame l'application de cet accord sur les droits syndicaux par exemple !

Tout cela se fait au nom de l'idée

qu'il faudrait que « les constructeurs français soient en bonne place au moment de l'ouverture du Salon de l'auto ». Une manière de concrétiser le « produisons français », et de faire oublier que le gouvernement, que la CGT soutient, aide les patrons à faire les poches des travailleurs.

Pour le moment, seule l'entreprise de Levallois (3 800 travailleurs) a débrayé sur la question du blocage des salaires à l'appel de la CGT. Ce n'est peut-être pas un hasard si, dans cette entreprise, un délégué d'atelier de la chaîne de 2^e finition, mis à pied, a été immédiatement réintégré à l'annonce de la mobilisation sur toute l'entreprise et après un débrayage d'un quart d'heure sur la chaîne.

M. Auroux peut donc être satisfait de son test ! Le discours de Krasucki à Pantin et celui d'Herzog à la fête de l'Humanité n'avaient pas une

simple vocation décorative. Lorsque la question de l'action se pose concrètement dans une entreprise, la petite partie « gauche » du discours contre le blocage est oubliée au profit d'un freinage de l'action. Toute l'astuce consiste à trouver un terrain favorable pour éluder les questions de fond.

Les travailleurs sont donc en train de faire l'expérience de la politique des dirigeants dans lesquels ils ont encore majoritairement confiance. Que ce soit celle des dirigeants de la CGT ou celle du gouvernement qui leur était apparu comme un allié, certes très « mou », dans les grèves de mai et juin. Les questions de répression réglées, les problèmes de salaires et de cadences, en quelque sorte le fond de l'accord Dupeyroux, restent à aborder.

Frédéric Castello

MICHELIN PASSE A L'ACTION

François Michelin peut contempler avec satisfaction son empire, trust international orienté essentiellement vers la production de pneus.

130 000 personnes au total réparties dans 53 usines, dont 19 en France emploient 51 000 personnes. Clermont-Ferrand, capitale mondiale du pneu, berceau de la société Michelin, emploie 29 000 personnes.

La structuration du groupe en commandites par actions (la famille Michelin est majoritaire) ne permet pas de savoir, au vu des informations en notre possession, le chiffre d'affaires global du groupe. Le secret industriel et financier est jalousement gardé. L'entreprise se porte bien, les investissements en progrès constants sont passés de 225 millions en 1976 à 773 millions en 1980, la pénétration du marché mondial du pneu par Michelin est passée de 17 % en 1978 à près de 20 % en 1982.

Mais cette année, pour la première fois de son histoire, Michelin-France annonce un déficit d'exploitation sans préciser l'état financier global du groupe qui possède deux sièges sociaux à l'étranger, l'un en Suisse, l'autre aux Bermudes.

• De nos correspondants

LA crise automobile a engendré une récession de la consommation du pneu. Aussi, Michelin annonce 3 000 départs en préretraites touchant uniquement ses usines françaises. Bien évidemment, ceux-ci ne seront pas compensés par des réembauches. 3 000 suppressions d'emplois dont 2 000 à Clermont-Ferrand.

Pour obtenir l'autorisation des pouvoirs publics et disposer des crédits du Fonds national pour l'emploi, il est nécessaire que tout le personnel soit à 39 heures. Ces fonds per-

mettront de financer les préretraites, soit 70 % des salaires répartis ainsi : 58 % pour le FNE et 12 % pour Michelin. Michelin a donc décidé d'accorder ce qu'il refuse depuis des années : la réduction du temps de travail. Evidemment, il n'est pas question que ce soit la firme qui paie la totalité de celle-ci ; du coup ce sont les travailleurs qui paieront. D'une part, parce que le temps de « casse-croûte » n'est pas compté comme temps de travail, d'autre part, parce que la réduction de l'horaire sera compensée à 50 % seulement.

Après avoir vu leur pouvoir d'achat amputé par le blocage des salaires, les 2/4, les employés et l'encadrement verront une amputation de leur fiche de paye. Parallèlement, Michelin n'abandonne pas son projet de semi-continu et maintient le travail le samedi.

L'ensemble de ces mesures, additionné à la menace de l'abandon de 50 % de la sous-traitance sur la région (638 fournisseurs, environ 8 000 emplois), produit un effet explosif en Auvergne. Au total, on peut supputer la suppression de 4 000 emplois industriels dans les deux ans dont 2 000 immédiatement. Telle est l'expression concrète de la politique internationale du groupe dont l'un des éléments est le désinvestissement en France et surtout à Clermont-Ferrand. C'est donc le branle-bas de combat en Auvergne ; chaque organisation politique et syndicale se trouve dans l'obligation de donner une réponse à cette situation.

Qui doit payer ?

L'inquiétude de la population oblige les directions des partis politiques, PS, PC, et des syndicats à faire de multiples déclarations dont le trait dominant se résume à la signature d'un bon contrat de solidarité. La réponse est donc unanime : c'est aux fonds publics de payer. Ainsi en sera-t-il fait lorsque le FNE aura débloqué ses fonds. La suppression de 3 000 emplois est donc toute rentable pour Michelin puisqu'elle diminuera sa masse salariale et ses cotisations sociales. En l'absence de propositions de lutte unitaires, force est de constater qu'ils acceptent aussi la non-compensation de la réduction d'horaires à 39 heures, respectant ainsi le cadre de l'ordonnance sur les 39 heures. Le plus grave est la position de tous sur le problème des réembauches. Ils proposent à Michelin la signature d'un « bon contrat de solidarité » dont l'effet escompté est la création de 3 000 emplois financés par les fonds publics, principalement les ASSEDIC. Envoyée la campagne du PCF pour « faire payer les riches » ! Envoyées les déclarations ronflantes : « il y a de l'argent à Michelin ». D'autre part, la nationalisation de Michelin, cheval de bataille du PCF pour la dernière présidentielle, a totalement disparu de la bouche des dirigeants de ce parti. Mais il avance « produisons français, Michelin doit investir en France ».

Dans l'entreprise, la passivité engendrée par « l'esprit Michelin » et des années de division syndicale ne s'effaceront pas si aucune perspective ne mûrit sur l'entreprise. A l'instar de la grande grève générale de décembre 1977 contre le semi-continu, la mobilisation est possible. La LCR se bat pour la réalisation de l'unité syndicale, avec comme objectif immédiat la semaine de 39 heures en cinq jours sans diminution de salaire et avec embauches corrélatives.

Au niveau de la ville, elle appelle les travailleurs à imposer à Michelin le financement des préretraites et l'embauche de 3 000 chômeurs. Seule cette voie est efficace et rompt avec la politique de collaboration de classes ; aussi, les travailleurs exigeront du PS et du PC qu'ils s'y engagent.

SIDERURGIE

Pour le maintien des emplois, il faut rejeter les plans patronaux

Le gouvernement prévoit d'adopter le plan acier le 29 septembre

C'est le mercredi 29 septembre que le gouvernement devrait discuter et adopter le plan sidérurgique : le 30 est la date limite fixée par l'accord de juin 1981 entre les Etats membres de l'Europe des Dix. En pratique, le PC et le PS ont par avance accepté les décisions des « autorités européennes ». A peine, par concession, le gouvernement a-t-il utilisé l'été à proposer de discuter largement les « propositions élaborées par les organisations syndicales ». Mais celles-ci, quand elles ont été enregistrées, « n'étaient pas la base d'une nouvelle négociation, mais étaient simplement rajoutées au dossier » (lettre du P-DG de Sacilor, Dollé, à la section CFDT de Pompey).

Dès lors, du côté des travailleurs, il apparaît évident qu'il n'y a guère plus de discussion réelle avec ce gouvernement qu'avec son prédécesseur : obéissant à la même logique des plans capitalistes européens, il a aussi peu de chose à négocier. C'est donc de nouveau l'heure de l'action, qui rencontre cependant de nombreuses difficultés.

A Pompey (près de Nancy) la journée du vendredi 24 septembre sera marquée par une grève générale du secteur : pour refuser de laisser le conseil d'administration supprimer des milliers d'emplois. Appel à l'action tout à fait remarquable en ce qu'il est unitaire : la CFDT, la CGT, la CGC et la FEN en sont partie prenante. « Nous l'avons obtenu », expliquent les militants CFDT de Pompey, en faisant publiquement nos propositions. Et encore la CGT se fait-elle tirer. »

La grève de 24 heures du 24 sera donc une façon de dire nettement qu'il n'y a plus de base de négociation avec une direction qui veut conserver à peine 1 400 emplois sur les 3 000 existants. Les militants tenaient à cette mobilisation le jour du conseil d'administration. Ils craignent fort que le gouvernement ne se contente ensuite de faire comme s'il « approuvait les résultats » du conseil d'administration.

Chacun, à Pompey, perçoit bien que le problème est entier depuis le début de l'été : on ne peut décidément pas trouver « un aménagement » dans le cadre des exigences et des directives de l'Europe capitaliste acceptées et cautionnées par le gouvernement. D'où la question de la suite de l'action, où ceux de Pompey, en ce moment, semblent bien seuls alors que les projets atteignent toutes les régions (Normandie avec la SMN, Ardennes avec Vireux, Nord avec Denain et Sambre-et-Meuse Lorraine...) et même les usines modernes de Fos et Dunkerque (3 000 suppressions d'emplois sont par exemple prévues à Dunkerque, avec une production maintenue, dans les prochaines années...).

Comme ceux de Pompey, les sidérurgistes de Longwy semblent bien seuls, eux aussi, sur la voie de la lutte : la journée du 24 y sera marquée par un appel à l'action de la CFDT qui propose un arrêt de deux heures par postes. La CGT ne s'y joint pas. A-t-elle trouvé l'ensemble des revendications trop « recentrées » ? Ou peut-être trop gênantes pour le gouvernement ? Il s'agit en

effet, pour la CFDT de sensibiliser de nouveau tous les travailleurs à la nécessaire action unitaire contre les 3 200 suppressions d'emplois prévues d'ici à 1985 ; mais il s'agit aussi de protester contre le blocage des salaires, d'en exiger le rattrapage. « Ce ne sont pas les promesses qui vont nous rassurer », dit leur tract, qui précise que pour se faire entendre « il n'y a que la voie de la lutte ». Dans une région où la CGT avait toujours voulu se montrer intransigeante, son absence de la grève du 24 a de quoi surprendre plus d'un travailleur... Aussi n'est-il pas étonnant que l'un des syndicats CGT de la sidérurgie, celui d'Usinor-Rehon (l'une des plus grosses usines avec 3 500 travailleurs), ait appelé à des débrayages et assemblées de travailleurs le jeudi 23 : le projet gouvernemental comporte de nombreuses suppressions d'emplois dans cette usine.

Aller à Paris : les députés doivent répondre !

En fait, cette dispersion des réactions est inacceptable : comment les directions fédérales de la CGT et de la CFDT peuvent-elles justifier de laisser les travailleurs sans aucune perspective concrète pour rejeter les 12 000 suppressions d'emplois exigées par les plans patronaux. Comment, de même, les directions régionales de la CGT et de la CFDT, en Lorraine ou dans le Nord, peuvent-elles justifier de laisser les sidérurgistes se débrouiller seuls devant ces menaces de disparitions d'emplois ?

C'est dans ce contexte que, avec tous les travailleurs qui veulent réagir, la LCR défend la perspective d'aller à Paris, pour une grande manifestation nationale de tous les sidérurgistes, afin de dire aux députés et au gouvernement d'annuler le plan sidérurgique patronal et de maintenir tous les emplois.

P. R.

MICHELIN

3000 préretraites, c'est 3000 emplois en moins

Dans l'unité syndicale

ORGANISONS LA RIPOSTE pour imposer 3000 embauches

PC, PS sont majoritaires, qu'ils prennent
position contre les suppressions d'emplois

C'EST A MICHELIN DE PAYER, pas aux fonds publics



LCR auvergne

Ligue communiste révolutionnaire (Section française de la IV^e Internationale)
Pour prendre contact, écrire à «Rouge», 10, rue Rameau 63000 Clermont-Ferrand

ABONNES-MILITANTS : MOBILISATION IMMEDIATE !

Dans quelques jours seulement : le 1^{er} octobre!

Le 1^{er} octobre? ...Oui, avec Rouge N° 1032 et Critique communiste N° 12,

LA NOUVELLE PERIODE D'ABONNEMENT-MILITANT COMMENCE.

De vos abonnements-militants à souscrire immédiatement dépend le prochain trimestre de votre presse.

Rouge

Critique
Communiste

ENSEIGNANTS

L'IDEE DE LA GREVE REAPPARAÎT

Favorisée par le gouvernement, l'Éducation nationale, avec la recherche et la culture ? Les articles qui suivent montrent bien que là comme ailleurs, les meilleures intentions, quand elles existent, se heurtent à la politique d'austérité et de concessions à la droite. Les enseignants ont voté dans leur très grande masse pour Mitterrand et pour les candidats du PS et du PC. Vraisemblablement, ils continueront en très grand nombre à faire le même choix aux municipales, car ils sont allergiques à la droite. Mais ils sont déçus et inquiets. Ils sont déçus que des promesses importantes n'aient pas été tenues, comme la nationalisation de l'école privée, ou la titularisation des auxiliaires. Ils

sont inquiets parce qu'aucune assurance ne leur est donnée sur ces points, et que le budget 83 sera un budget de misère. Ils sont mécontents du blocage des salaires. Dans les réunions syndicales, des mots reviennent de plus en plus souvent : ceux de « grève d'avertissement », ou de « coup de semence »...

Des motions ont été votées dans ce sens dans les sections académiques du SNES de Rennes et de Bordeaux, et dans quelques sections départementales du SNI. L'idée d'intervenir enfin dans la situation par une riposte centralisée à la politique d'austérité se fait jour. Les directions syndicales résistent en développant l'argument qu'une grève

ou une manifestation feraient le jeu de la droite en allongeant la liste de ceux qui expriment publiquement leur mécontentement. « Il ne faut pas se joindre aux porteurs de torches », allusion aux manifestations des petits patrons. Le problème de l'action pose directement celui de l'indépendance syndicale par rapport au gouvernement, comme celui du cadre politique des revendications : se battre pour un autre budget de l'Éducation nationale, contre l'austérité, c'est se battre contre un retour possible de la droite dont la politique a été catastrophique pour l'école, c'est se battre contre les choix que fait le gouvernement actuel.

Nationaliser le privé ou émietter le public

Le Conseil des ministres du 4 août, Alain Savary a présenté les orientations qu'il propose pour l'ouverture de négociations sur le statut de l'enseignement privé. Le ministre propose de discuter avec toutes les organisations représentatives du public et du privé en ouvrant quatre dossiers :

— Celui de la carte scolaire (c'est le découpage géographique qui préside à la répartition des élèves entre les écoles, les collèges, les lycées, etc.).

— Le dossier du caractère particulier des établissements (quelle autonomie pédagogique par rapport aux programmes définis nationalement ?).

— Le dossier du statut des personnels.

— Le dossier des activités éducatives prolongeant l'enseignement (activités sportives, clubs, etc.).

Une première remarque : Savary n'a fait aucune mention d'un objectif final quelconque. S'agit-il de préparer un projet de loi ? Que devient la promesse de Mitterrand de réaliser sans retard un grand service public et laïque d'éducation ? Une discussion est ouverte, mais aucune volonté politique n'est affirmée par le ministre. S'agit-il de nationaliser le privé, ou de modifier en douceur les structures et les modes de fonctionnement de l'enseignement public, pour qu'il n'y ait plus de différence sensible avec le fonctionnement des établissements privés ?

L'intitulé des quatre dossiers ouverts pour la négociation donne à penser que la seconde hypothèse pourrait bien être la bonne. En effet, s'il s'agissait à la fois d'aller vers un assouplissement de la carte scolaire, permettant aux parents d'inscrire les enfants dans l'établissement public ou privé de leur choix, et vers une autonomisation croissante des établissements publics, chacun ayant son projet pédagogique spécifique, il n'y

aurait plus beaucoup à faire pour fusionner le public et le privé : les parents qui le désireraient pourraient choisir un établissement à projet pédagogique « évangélique », comme d'autres pourraient choisir une pédagogie « traditionnelle », ou d'autres des pédagogies « novatrices ». Si telle était la solution retenue, la conséquence en serait l'introduction dans l'enseignement public de tous les vices de fonctionnement du privé : certaines écoles deviendraient des écoles d'élite, d'autres des ghettos.

Seules les familles qui auraient la possibilité de s'informer et de déplacer leurs enfants dans les écoles où serait délivré un enseignement de qualité pourraient se sortir d'un tel imbroglio. Les conséquences pour les enseignants en seraient désastreuses ; il faudrait sans doute partager le projet pédagogique d'une école pour pouvoir y enseigner, si cette logique était poussée à l'extrême. A terme, c'est le statut du fonctionnaire qui serait disloqué si l'on s'engageait sur un tel chemin. Savary ne veut pas nationaliser le privé, c'est-à-dire imposer à l'enseignement privé les normes de financement et de fonctionnement de l'enseignement public. On a l'impression que ce qu'il cherche à faire, c'est à rapprocher les modes de fonctionnement de deux réalités sociales différentes, jusqu'à ce qu'elles s'identifient. Sa démarche implique un certain degré de privatisation du public, dans la mesure où elle pourrait conduire à introduire la concurrence entre les établissements publics eux-mêmes, avec toutes les pressions patronales et locales qui pourraient s'exercer sur les équipes pédagogiques.

Il faut que toutes les cartes soient mises sur la table. Savary a un projet, bien qu'il fasse semblant de poser des questions, de tenir des dossiers ouverts... Il faut que le ministre dise clairement ce qu'il en est de la pro-



messe du grand service public, unifié et laïque.

Il faut exiger une loi de nationalisation de l'enseignement privé, patronal et confessionnel : il faut nationaliser pour commencer toutes les écoles touchant des fonds publics, toutes les officines patronales vivant de la taxe d'apprentissage, impôt détourné. Seule une mesure législative peut permettre de régler un problème de cette importance, que le ministre essaye de con-

tourner. Il faut le faire vite. Pour mettre fin au scandale des ouvertures de classes dans le privé, alors qu'il n'est pas prévu de créer un poste d'instituteur public au budget 1983. Il faut une loi de nationalisation très vite. Eluder le problème pour ne pas fâcher la droite avant les municipales ne l'empêchera pas d'occuper le terrain et de mobiliser ses groupes de pression locaux. Il faut cette loi très vite avant que ceux qui se sont mobilisés

pour le rassemblement laïque du 9 mai, et qui ont déjà l'impression d'être floués, ne passent de la déception au découragement. La droite n'a jamais manqué à son programme : privatiser encore et toujours. L'intérêt des travailleurs, c'est une qualification croissante, c'est un service public d'éducation rassemblant toutes les énergies, tous les locaux, tous les matériels disponibles.

Michel Merlin

LEP-DE SAINT-DENIS

La rentrée impossible

TREIZE postes d'enseignants non pourvus au LEP de garçons, avenue Lénine à Saint-Denis. Telle était, à la rentrée, la situation qui s'expliquait par le non-remplacement d'auxiliaires nommés ailleurs et par la création de postes budgétaires non attribués. Ainsi, de nombreuses classes de CAP ne pouvaient avoir cours, en enseignement général et en atelier. En outre, les postes des deux conseillers d'éducation étaient vacants.

Le 9 septembre, les enseignants, syndiqués pour plus de la moitié au SNETP-CGT, tenaient une assemblée générale. A l'unanimité, ils estimaient que le LEP se trouvait dans une situation de blocage et ils décidaient de ne pas assurer leurs cours. L'objectif : « Nous voulons tous nos postes. » Deux problèmes à résoudre : « que faire des élèves ? » et « quelles actions engager ? ». Pas question de rester chez soi, en attendant que, petit à petit, quelques postes soient pourvus. Il fallait être présent, informer, et agir. Informer par lettres et discus-

sions les élèves et leurs parents. Agir en intervenant, avec la municipalité, auprès du rectorat de Créteil et de l'inspection académique de Bobigny. Et, dans l'intervalle, tenir des AG pour faire le point, apprécier la situation, reconduire le mouvement engagé. Le 17 septembre, 6 postes et demi n'étaient toujours pas pourvus, et aucun conseiller d'éducation n'avait pris ses fonctions. Le 18 septembre, les parents d'élèves FCPE décidaient de ne plus envoyer, dans l'immédiat, leurs enfants à l'école.

Saint-Denis, un cas isolé ?

Un cas extrême, peut-être, mais certainement pas isolé. Dans la région parisienne, de nombreux LEP (Montreuil, Drancy, Le Raincy, Meudon, Vincennes, etc.) avaient, le jour de la rentrée, plusieurs postes non pourvus.

Les rectorats ont été débordés par les problèmes que posent l'affectation des en-

seignants. Il est évident que la situation serait plus simple si, fin juin, tous les mouvements des titulaires, stagiaires et auxiliaires étaient terminés. On peut se demander s'il n'existe pas, à un niveau quelconque, une volonté de sabotage de l'école publique.

Savary a affirmé sa volonté de faire de l'enseignement technique public une priorité. Encore faut-il que les moyens dégagés soient suffisants. Accueillir plus de jeunes, recevoir les 16-18 ans sans formation, enrayer les départs en cours de scolarité, nécessite des crédits importants, sans compter qu'il faut satisfaire aux besoins en machines et locaux modernes. Certes, nous n'en sommes plus au temps où Haby ne créait aucun poste et laissait s'accumuler les besoins. Mais les 500 postes créés au budget 82 pour les LEP ne font pas le compte. Le gouvernement doit faire beaucoup plus s'il veut reconstruire un enseignement technique public de qualité.

Michel Gauthier
Le 18 septembre

L'ATTAQUE CONTRE LE FRANC

A PRES l'annonce d'un crédit de 4 milliards de dollars, le cours du Franc s'était redressé. Par contre, l'annonce de la démission du chancelier allemand Schmidt va alimenter la spéculation à la hausse du Mark, signe de confiance des capitalistes financiers internationaux envers la coalition démocrates-chrétiens-libéraux, et donc à la baisse du Franc. Comme titre *Libération* du 18 septembre: « Schmidt entraîne le Franc dans sa chute. »

La raison de la défection des libéraux: le refus de Schmidt d'appliquer leurs propositions de diminution encore plus importante des dépenses sociales; autrement dit, l'approfondissement des attaques contre les travailleurs. Désormais, c'est la droite qui va faire directement ce travail.

On a là une des raisons de la baisse du Franc: la spéculation internationale qui n'accepte pas le gouvernement français et qui ne lui fait pas confiance, malgré toutes les garanties qu'il donne. Le crédit de 4 milliards de dollars a été accordé par un consortium d'environ 250 des plus grandes banques internationales. Le gouvernement est pieds et poings liés: c'est une arme entre les mains du capitalisme international pour imposer la poursuite et l'accentuation de la politique d'austérité.

La deuxième raison de la baisse de la valeur du Franc est objective. Elle tient à la perte de compétitivité de l'économie française par rapport à ses principaux concurrents. Ce qui est révélé par le déficit du commerce extérieur qui approchera les 100 milliards cette année. Autrement dit, les capitalistes français perdent des parts du marché mondial dans le contexte de la deuxième récession ouverte au

deuxième semestre 1980. De plus, dans cette « guerre économique », la politique timide de « relance » suivie par le gouvernement immédiatement après le 10 mai 1981 a surtout profité aux capitalistes étrangers.

Ce qui s'est manifesté par l'augmentation des importations. Il ne s'agit donc pas, au sens strict, d'un complot international, mais de raisons qui tiennent à la logique du capital dont la finalité est l'augmentation du profit. Pour se « préserver » sur le marché des changes, tous les banquiers, nationalisés ou pas, « jouent » contre le Franc.

Le carcan du SME

Aujourd'hui, le gouvernement veut « défendre le Franc ». En conséquence, la Banque de France intervient en vendant des devises pour maintenir le cours actuel face au Mark. C'est-à-dire que Mauroy a décidé de rester à l'intérieur du système monétaire international (SME)(1). Pour quelle raison? Mitterrand l'a expliqué à plusieurs reprises: pour donner des garanties au capitalisme international, pour montrer que le gouvernement français a la volonté de respecter le système capitaliste.

C'est de cette façon aussi que s'explique la rapidité avec laquelle les mesures de blocage des salaires ont été appliquées par le capitalisme allemand après la deuxième dévaluation de juin. Cette rapidité a été imposée par le capitalisme allemand; en contrepartie, le Mark réévaluait.

Dans l'état actuel des choses, vouloir à tout prix rester dans le SME conduit inéluctablement à une troisième dévaluation et à un approfondissement de la politique d'austérité qui sera exigé par le consortium bancaire.

Si l'on veut résister aux pressions internationales, la première mesure à prendre, c'est la sortie

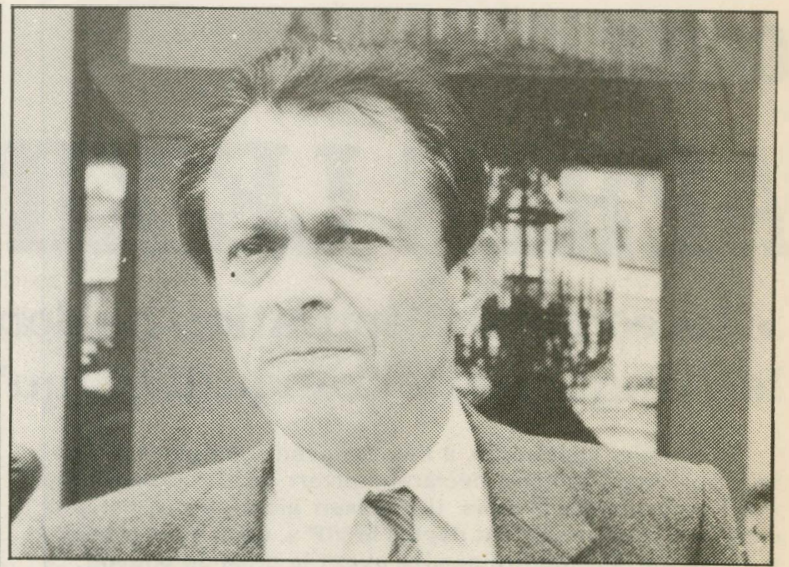
du Franc du SME. C'est là un préalable indispensable; mais la mesure, prise seule, ne remet rien en cause. Même Barre, dans une interview à *l'Expansion*, ne la rejette pas catégoriquement. Il laisse d'ailleurs entendre qu'il aurait, lui, les mains plus libres que Mauroy pour le faire. En effet, les capitalistes exigent plus de garanties du gouvernement Mitterrand-Mauroy qu'ils n'en voulaient d'un gouvernement Giscard-Barre...

Cette sortie du SME doit s'accompagner de mesures pour lutter contre la spéculation. Entre autres, l'instauration d'un contrôle politique sur les entrées et les sorties de capitaux qui doivent être soumises à autorisation préalable. En même temps, la centralisation du crédit doit faire un pas en avant: cela est possible immédiatement car la majorité des grandes banques ont été nationalisées. Il faut se servir de ces nationalisations pour créer une banque unique fusionnant les banques existantes et la Banque de France. Cette banque-là ne pourrait pas « jouer », comme les banques actuelles, à la baisse du Franc parce que sa finalité ne serait pas de faire le bénéfice maximum à court terme.

Ainsi, il serait possible de suspendre provisoirement le cours du Franc et de rediscuter tous les accords internationaux, y compris le dernier crédit.

C'est là la seule politique qui permettrait de liquider l'héritage de la droite et d'avoir la possibilité de mettre en œuvre une politique au service des travailleurs. Mais ne nous y trompons pas. De telles mesures s'opposeraient immédiatement aux capitalistes français et étrangers. La seule solution pour l'appliquer serait de faire appel aux travailleurs — de France et des autres pays — à se mobiliser...

Nicolas Maheu



L'avenir de Rocard et la réussite de Chevènement

JUGE non conforme, sur le plan de l'emploi et de la croissance, avec les objectifs du Premier ministre, le projet de plan élaboré par Michel Rocard a été repoussé par le gouvernement. Il affirmait, en effet, dans son discours de présentation, que « le chômage est appelé à durer », que « depuis le 10 mai trop de prestations sociales ont été versées », que « les salaires ont trop augmenté au cours des dernières années ». Bref, au nom d'une « gigantesque mutation » à l'œuvre au niveau mondial, Rocard faisait du barrisme, pas même de gauche: la seule solution, par exemple, pour diminuer le chômage, était selon lui que les travailleurs acceptent une perte de leur pouvoir d'achat de façon à ce que le patronat puisse tout au moins embaucher cent à deux cent mille personnes (voir *Rouge* de la semaine dernière)!

Ainsi, mis un peu à l'écart dans ce poste du Plan, Rocard se drapait dans la posture de celui qui incarne « la volonté et la fermeté dont la France a besoin ». Rappelé à l'ordre par ces collègues, violemment accusé de « se moquer du monde » par Georges Marchais, a-t-il cependant été désavoué sur ses orientations fondamentales?

« On en a pour dix ans »

Il pourrait le sembler: pour faire passer les mesures d'austérité, Pierre Mauroy annonce « deux ans d'efforts » quand Rocard, lui, explique qu'on a au moins dix ans difficiles devant nous. Mais, au-delà des coups bas entre fractions du PS, les véritables positions politiques sont tout autres.

Jean-Pierre Chevènement, directement accusé comme Mauroy de « volontarisme » par Rocard, a eu l'occasion de préciser ses propres conceptions. Étonnamment proches de celles de son collègue!

Ainsi, dans *le Monde* du 15 septembre, sous le titre du « parti de la réussite », Chevènement résumait « les priorités » de la même façon: « Premier objectif, gagner la bataille de la production, (...) casser les tendances anti-industrialistes », et « si cet effort est accompli, nous pourrions alors gagner progressivement la deuxième bataille, celle de l'emploi. » Dans quels délais s'attaquera-t-on à ce que Mitterrand présentait comme « la priorité des priorités » lors de sa campagne électorale? Chevènement répond, dans les colonnes du journal patronal *les Echos* du mardi 21 septembre: « Nous ne remonterons pas la pente en un an ou deux; les orientations définies le sont à l'horizon du IX^e Plan, voire de 1990 (...) Je ne veux pas répandre d'illusions; ce sera long; il faut que les Français le sachent. »

« Dans le même bateau »

Où sont donc les différences? Rocard affirmait qu'il fallait sacrifier

un bon nombre de « non-priorités » sociales au profit de la priorité à une dizaine de « créneaux industriels », afin de défendre « la place de la France sur le marché mondial ». Chevènement, qui réaffirme qu'« il n'est pas question d'étendre davantage les nationalisations », s'acharne à rassurer les patrons: « Je compte beaucoup sur l'initiative des entreprises privées dès lors qu'elles voudront bien être réalistes. Les chefs d'entreprises ont le droit d'avoir leurs opinions qui ne sont pas nécessairement les mêmes que celles du gouvernement. Mais ce que je leur demande, c'est de faire leur métier de chefs d'entreprise. » D'où les mesures d'austérité, que le ministre de l'Industrie résume pour ces « chefs d'entreprise »: « Si l'on soutient l'industrie nationale on l'aide à reconquérir le marché intérieur », car « la bataille du commerce extérieur doit mobiliser les entreprises. » L'ancien dirigeant du CERES y va même de quelques conseils sur la façon de monnayer les relations avec « nos partenaires »: « Ils sont durs en affaires? Soyons-le davantage. Et s'ils sont prêts à coopérer, alors faisons une belle et bonne coopération! »

Diable, Chevènement serait-il le « chef de guerre » sur le front du commerce extérieur comme Mauroy sur celui de l'emploi et du chômage? Eh oui! Tout comme Mauroy, en effet, passe son temps à séduire les patrons, Chevènement leur présente un projet de collaboration de classes: « C'est parce que nous sommes sur le même bateau que les Français préféreront la solidarité à la discorde et au naufrage collectif. »

Que faire au pouvoir?

Curieusement, cette polémique entre Rocard et ses collègues et cet appel de Chevènement sont publiés un an, presque jour pour jour, après des articles de la presse patronale où perçait une tout autre tonalité. « Mitterrand a tous les pouvoirs en mains », titrait *les Echos* du 24 septembre 1981 qui poursuivait sa campagne d'explication le lendemain sous cet autre titre: « Ce n'est plus la logique du marché, c'est celle du Plan. » Le président de la République venait de réaffirmer qu'« il n'y a pas de plein emploi sans croissance sociale ». Le patronat craignait, derrière la volonté du changement du 10 mai, une mobilisation poussant loin en avant la « force tranquille ».

Aujourd'hui, les dirigeants du PS prétendent de moins en moins que « le changement social » permettra de sortir de la crise économique. Cela apparaissait même de façon éclatante dans les envolées lyriques de Mauroy clôturant les journées parlementaires du PS: « L'économie, disait-il, a certes ses lois. Et nous en tenons compte. » En effet. Et « la France » qu'ils veulent gérer est la quatrième puissance impérialiste, au sein du système capitaliste en crise.

Pierre Rème

BILAN DE L'ECOLE LATINO-AMERICAINE

Les organisateurs de l'école de formation latino-américain-

ne invitent tous les camarades qui ont participé régulièrement à ses travaux à tirer en commun le bilan et à préparer le prochain cycle.

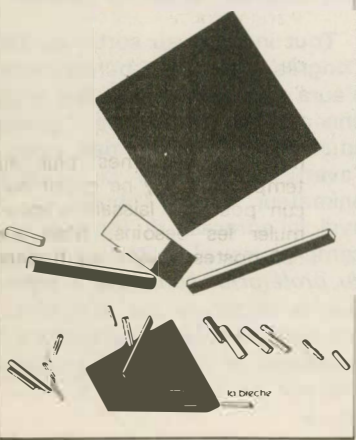
Une réunion se tiendra le samedi 25 septembre à 14 h 30 au 9, rue de Tunis 75011 Paris, M^o Nation.

(1) Le SME, système monétaire européen, fixe la valeur réciproque des diverses monnaies européennes les unes par rapport aux autres. De cette façon sont aussi réglées les relations en valeur des monnaies européennes, du Dollar ou du Yen: les banques européennes agissent de façon coordonnée. Sortir du SME pour ne pas subir la spéculation, c'est donc remettre en cause les termes des échanges capitalistes tels qu'ils sont aujourd'hui fixés.

SOUSCRIPTION DERNIERE SEMAINE....

alexandre zimine

le Stalinisme et son «socialisme réel»



À PARAÎTRE DEBUT OCTOBRE

44 F + PORT 5,80f

NOM

PRENOM

ADRESSE

VILLE

Veuillez trouver ci-joint un chèque de pour exemplaires du livre de A. ZIMINE, libellé à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil. Je désire le recevoir à l'adresse ci-dessus. Je passerai le prendre à la librairie LA BRECHE, 9, rue de Tunis, Paris 75011.

F + F de frais de port.

ENSEIGNANTS

L'IDEE DE LA GREVE REAPPARAÎT

Favorisée par le gouvernement, l'Éducation nationale, avec la recherche et la culture ? Les articles qui suivent montrent bien que là comme ailleurs, les meilleures intentions, quand elles existent, se heurtent à la politique d'austérité et de concessions à la droite. Les enseignants ont voté dans leur très grande masse pour Mitterrand et pour les candidats du PS et du PC. Vraisemblablement, ils continueront en très grand nombre à faire le même choix aux municipales, car ils sont allergiques à la droite. Mais ils sont déçus et inquiets. Ils sont déçus que des promesses importantes n'aient pas été tenues, comme la nationalisation de l'école privée, ou la titularisation des auxiliaires. Ils

sont inquiets parce qu'aucune assurance ne leur est donnée sur ces points, et que le budget 83 sera un budget de misère. Ils sont mécontents du blocage des salaires. Dans les réunions syndicales, des mots reviennent de plus en plus souvent : ceux de « grève d'avertissement », ou de « coup de semonce »...

Des motions ont été votées dans ce sens dans les sections académiques du SNES de Rennes et de Bordeaux, et dans quelques sections départementales du SNI. L'idée d'intervenir enfin dans la situation par une riposte centralisée à la politique d'austérité se fait jour. Les directions syndicales résistent en développant l'argument qu'une grève

ou une manifestation feraient le jeu de la droite en allongeant la liste de ceux qui expriment publiquement leur mécontentement. « Il ne faut pas se joindre aux porteurs de torches », allusion aux manifestations des petits patrons. Le problème de l'action pose directement celui de l'indépendance syndicale par rapport au gouvernement, comme celui du cadre politique des revendications : se battre pour un autre budget de l'Éducation nationale, contre l'austérité, c'est se battre contre un retour possible de la droite dont la politique a été catastrophique pour l'école, c'est se battre contre les choix que fait le gouvernement actuel.

Nationaliser le privé ou émietter le public

AU Conseil des ministres du 4 août, Alain Savary a présenté les orientations qu'il propose pour l'ouverture de négociations sur le statut de l'enseignement privé. Le ministre propose de discuter avec toutes les organisations représentatives du public et du privé en ouvrant quatre dossiers :

— Celui de la carte scolaire (c'est le découpage géographique qui préside à la répartition des élèves entre les écoles, les collèges, les lycées, etc.).

— Le dossier du caractère particulier des établissements (quelle autonomie pédagogique par rapport aux programmes définis nationalement ?).

— Le dossier du statut des personnels.

— Le dossier des activités éducatives prolongeant l'enseignement (activités sportives, clubs, etc.).

Une première remarque : Savary n'a fait aucune mention d'un objectif final quelconque. S'agit-il de préparer un projet de loi ? Que devient la promesse de Mitterrand de réaliser sans retard un grand service public et laïque d'éducation ? Une discussion est ouverte, mais aucune volonté politique n'est affirmée par le ministre. S'agit-il de nationaliser le privé, ou de modifier en douceur les structures et les modes de fonctionnement de l'enseignement public, pour qu'il n'y ait plus de différence sensible avec le fonctionnement des établissements privés ?

L'intitulé des quatre dossiers ouverts pour la négociation donne à penser que la seconde hypothèse pourrait bien être la bonne. En effet, s'il s'agissait de la fois d'aller vers un assouplissement de la carte scolaire, permettant aux parents d'inscrire les enfants dans l'établissement public ou privé de leur choix, et vers une autonomisation croissante des établissements publics, chacun ayant son projet pédagogique spécifique, il n'y

aurait plus beaucoup à faire pour fusionner le public et le privé : les parents qui le désireraient pourraient choisir un établissement à projet pédagogique « évangélique », comme d'autres pourraient choisir une pédagogie « traditionnelle », ou d'autres des pédagogies « novatrices ». Si telle était la solution retenue, la conséquence en serait l'introduction dans l'enseignement public de tous les vices de fonctionnement du privé : certaines écoles deviendraient des écoles d'élite, d'autres des ghettos.

Seules les familles qui auraient la possibilité de s'informer et de déplacer leurs enfants dans les écoles où serait délivré un enseignement de qualité pourraient se sortir d'un tel imbroglio. Les conséquences pour les enseignants en seraient désastreuses ; il faudrait sans doute partager le projet pédagogique d'une école pour pouvoir y enseigner, si cette logique était poussée à l'extrême. A terme, c'est le statut du fonctionnaire qui serait disloqué si l'on s'engageait sur un tel chemin. Savary ne veut pas nationaliser le privé, c'est-à-dire imposer à l'enseignement privé les normes de financement et de fonctionnement de l'enseignement public. On a l'impression que ce qu'il cherche à faire, c'est à rapprocher les modes de fonctionnement de deux réalités sociales différentes, jusqu'à ce qu'elles s'identifient. Sa démarche implique un certain degré de privatisation du public, dans la mesure où elle pourrait conduire à introduire la concurrence entre les établissements publics eux-mêmes, avec toutes les pressions patronales et locales qui pourraient s'exercer sur les équipes pédagogiques.

Il faut que toutes les cartes soient mises sur la table. Savary a un projet, bien qu'il fasse semblant de poser des questions, de tenir des dossiers ouverts... Il faut que le ministre dise clairement ce qu'il en est de la pro-



messe du grand service public, unifié et laïque.

Il faut exiger une loi de nationalisation de l'enseignement privé, patronal et confessionnel : il faut nationaliser pour commencer toutes les écoles touchant des fonds publics, toutes les officines patronales vivant de la taxe d'apprentissage, impôt détourné. Seule une mesure législative peut permettre de régler un problème de cette importance, que le ministre essaye de con-

tourner. Il faut le faire vite. Pour mettre fin au scandale des ouvertures de classes dans le privé, alors qu'il n'est pas prévu de créer un poste d'instituteur public au budget 1983. Il faut une loi de nationalisation très vite. Eluder le problème pour ne pas fâcher la droite avant les municipales ne l'empêchera pas d'occuper le terrain et de mobiliser ses groupes de pression locaux. Il faut cette loi très vite avant que ceux qui se sont mobilisés

pour le rassemblement laïque du 9 mai, et qui ont déjà l'impression d'être floués, ne passent de la déception au découragement. La droite n'a jamais manqué à son programme : privatiser encore et toujours. L'intérêt des travailleurs, c'est une qualification croissante, c'est un service public d'éducation rassemblant toutes les énergies, tous les locaux, tous les matériels disponibles.

Michel Merlin

LEP-DE SAINT-DENIS

La rentrée impossible

TREIZE postes d'enseignants non pourvus au LEP de garçons, avenue Lénine à Saint-Denis. Telle était, à la rentrée, la situation qui s'expliquait par le non-remplacement d'auxiliaires nommés ailleurs et par la création de postes budgétaires non attribués. Ainsi, de nombreuses classes de CAP ne pouvaient avoir cours, en enseignement général et en atelier. En outre, les postes des deux conseillers d'éducation étaient vacants.

Le 9 septembre, les enseignants, syndiqués pour plus de la moitié au SNETP-CGT, tenaient une assemblée générale. A l'unanimité, ils estimaient que le LEP se trouvait dans une situation de blocage et ils décidaient de ne pas assurer leurs cours. L'objectif : « Nous voulons tous nos postes. » Deux problèmes à résoudre : « que faire des élèves ? » et « quelles actions engager ? ». Pas question de rester chez soi, en attendant que, petit à petit, quelques postes soient pourvus. Il fallait être présent, informer, et agir. Informer par lettres et discus-

sions les élèves et leurs parents. Agir en intervenant, avec la municipalité, auprès du rectorat de Créteil et de l'inspection académique de Bobigny. Et, dans l'intervalle, tenir des AG pour faire le point, apprécier la situation, reconduire le mouvement engagé. Le 17 septembre, 6 postes et demi n'étaient toujours pas pourvus, et aucun conseiller d'éducation n'avait pris ses fonctions. Le 18 septembre, les parents d'élèves FCPE décidaient de ne plus envoyer, dans l'immédiat, leurs enfants à l'école.

Saint-Denis, un cas isolé ?

Un cas extrême, peut-être, mais certainement pas isolé. Dans la région parisienne, de nombreux LEP (Montreuil, Drancy, Le Raincy, Meudon, Vincennes, etc.) avaient, le jour de la rentrée, plusieurs postes non pourvus.

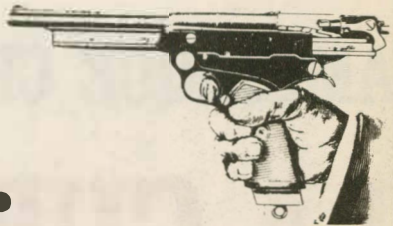
Les rectorats ont été débordés par les problèmes que posent l'affectation des en-

seignants. Il est évident que la situation serait plus simple si, fin juin, tous les mouvements des titulaires, stagiaires et auxiliaires étaient terminés. On peut se demander s'il n'existe pas, à un niveau quelconque, une volonté de sabotage de l'école publique.

Savary a affirmé sa volonté de faire de l'enseignement technique public une priorité. Encore faut-il que les moyens dégagés soient suffisants. Accueillir plus de jeunes, recevoir les 16-18 ans sans formation, enrayer les départs en cours de scolarité, nécessite des crédits importants, sans compter qu'il faut satisfaire aux besoins en machines et locaux modernes. Certes, nous n'en sommes plus au temps où Haby ne créait aucun poste et laissait s'accumuler les besoins. Mais les 500 postes créés au budget 82 pour les LEP ne font pas le compte. Le gouvernement doit faire beaucoup plus s'il veut reconstruire un enseignement technique public de qualité.

Michel Gauthier
Le 18 septembre

QUAND CORTO MALTESE RENCONTRE PHILIP MARLOWE ...



Ce week-end, se tient à Paris, ancienne gare de la Bastille, la Convention annuelle de la bande dessinée, rencontre de tous les fans européens de « petits mickeys »... Il y aura donc des tonnes d'albums neufs ou anciens à échanger, vendre ou acheter, mais aussi des polars, puisque cette manifestation se

tient dans le cadre de Salon du vieux papier de collection. Ici se retrouvent, chaque année, les principaux libraires spécialisés dans les vieux polars et romans de SF... Aux côtés des « Parisiens » (« l'Introuvable », « Nuits Blêmes », « le Troisième Oeil », « Bisceglia »...) les fans pourront fouiller dans les

rayons du stand lyonnais « Shock Corridor » ou d'autres provinciaux en trench-coat et feutre gris... Ceci en attendant le prochain Festival de Reims (30/31 octobre à la MJC et au cinéma Royal) et dont les invités seront cette année Henry Whittington et Julian Symons...

M. L.



COTE B.D., la rentrée la rentrée s'effectue doucement... doucement mais il y a quand même déjà une vingtaine d'albums nouveaux parus depuis le début septembre ! On frise l'excès, d'autant que sur le nombre, quelques-uns auront certainement du mal à passer à la postérité...

● **Aux Editions du Lombard**, deux nouveaux venus riches de promesses, tous deux aux frontières de l'« héroïc-fantasy » et des contes païens moyenâgeux : *la Fugue d'Aria* premier album de Michel Weyland dont le héros est... une héroïne ! et *la Galère noire*, 4^e volume de la série « Thorgal », avec un remarquable dessin du polonais Rosinski.

Côté réédition, une merveille : l'intégrale des aventures de *Yorik des tempêtes*, héros de la fibuste dessiné par E. Paape dans les années soixante.

● **Chez Dupuis**, *le Renégat*, 12^e album des aventures du Scrameustache, une série très prisée par les plus jeunes, et due

au crayon de Gos, et, pour le même public, les rééditions de *Ballade en Ford T* de Francis et Tillieux, du *Vaisseau du diable* de Remacle, et du 8^e volume de la saga des Timour, *Timour contre Attila*, dessiné par Sirius.

De leur côté, les célèbres Tif et Tondou vivent leur trentième aventure ; ça s'appelle *Echecs et Match*, et c'est toujours dessiné par Will. Enfin, deux nouveaux venus talentueux, *les Grandes Amours contrariées* un petit album iconoclaste de Barcovici et Cauvin... et surtout *le Tyran de Midnight Cross* d'André Benn. Ces premières aventures du détective écossais Mic MacAdam sont un régal ; un mélange harmonieux de fantastique et d'humour...

● **Chez les Humanoïdes associés**, suite des aventures de *l'Homme au bigos*, avec *le Maître de la nuit* de Fernandez. Encore plus délirant que le premier...

6 *T. Mélodie* de Denis Sire. Erotisme et mécanique, rencon-

tre troublante de la chair et de l'acier chromé...

L'un est « ska », l'autre « punky-rock »... *Closh en stock* de Dodo et Ben Radis comme *le Zonard des étoiles* de Tramber et Jano, s'adressent aux 15-20 ans qui lisent *Métal hurlant* en cachette, en classe... Tous les ingrédients y sont ; le dessin est à Kiki Picasso et Margerin ce que Roux est à Combaluzier... un faux frère !

Les Humanos rééditent aussi une ancienne gloire des Editions Vaillant : *Tiriël* de Poivet sur scénario de Dionnet ; c'était l'époque où *Vaillant*, vendu avec *l'Huma Dimanche*, valait tous les *Spirou* du monde...

● **Chez Casterman**, c'est Byzance ! au moins 4 chefs-d'œuvre sur 6 albums !

L'Arme absolue, troisième Lefranc dessiné par Gilles Chaillet depuis l'abandon de la série par Jacques Martin ! Or c'est celui qui ressemble le plus à Martin ; le mimétisme est devenu si total, que trop absorbé par son dessin (très bon d'ailleurs !), Chaillet a

oublié de raconter son histoire...

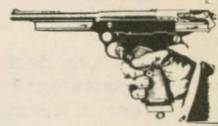
Le Réseau Madou de Coffin et Rivière est un (faible) « private-joke » pour bédéphiles, amoureux de l'école dite de « la ligne claire » et nostalgiques de l'âge d'or... Il vaut donc mieux laisser Coffin pour redécouvrir *Cap sur l'or*, un épisode des aventures de Cori le moussaillon, dessiné il y a plus de 30 ans par Bob de Moor, et repris entièrement par celui qui reste, sans conteste, le disciple le plus talentueux d'Hergé.

Autre disciple, moderne et sacrément doué, Ted Benoît. Sa *Berceuse électrique* est un petit chef-d'œuvre de décontraction. Très « fifties » avec sa moustache à la Clark Gable et ses Ray-Ban, Ray-Banana (ouaf, ouaf...) traverse cette histoire comme Elliot Gould/Marlowe, traversait

le Privé de Robert Altman ! un régal !

Enfin, outre le dernier Sokal *la Marque de Raspoutine* (le dessinateur animalier qui doit faire honte aux fans de Calvo et Macherot !), voici un nouveau Pratt, *Un fortin en Dancaïe*, suite d'un album paru il y a une dizaine d'années sous le titre *les Scorpions du désert*... Mais entre-temps il y eut quelques sagas de Corto Maltese, et cette très belle histoire ressemble plus à un épisode des *Ethiopiennes* qu'au premier tome des aventures du Polonais Koinisky et du bédouin Hassan... On s'attend presque à voir surgir Cush, le guerrier beniamin, mâchonnant une brindille, et récitant une sourate du Coran en affûtant son poignard...

Michel Laszlo



DU POLAR DANS LES KIOSQUES

FOIN de l'impérialisme anglophone ! Je plaisante, mais le hasard fait que l'actualité polaire est franco-italienne. Liquidons les impérialistes culturels : trois Série noire intéressants, *Retour en flèches*, de Robert Steelman (énigme dans la réserve indienne), *Jazz Gang*, de H. Paul Jeffries, situé en 1935 dans les milieux du jazz, *les Cowboys dehors*, d'Edmund Naughton, bagare westernienne. Et la réimpression en Carré noir de l'excellent *Vingt-deux, long rifle* d'Harry Whittington (on chuchote qu'il viendrait à Reims fin octobre).

L'Italie : en Poche, en deux volumes, le splendide *la Nuit du grand boss*, de Fruttero et Lucentini, où Dieu est la Fiat de Turin. Le magnifique hommage à Borges et à Conan Doyle qu'est *le Nom de la rose*, d'Umberto Eco — cher ! vivement qu'on nous pochise ça. (A propos, dans Seuil-Points poche, *Si une nuit un voyageur*, de Calvino : pas un polar, mais plaira à tous ceux qui



aiment les techniques du roman policier.) Le bouquin d'Eco est un roman gothique, enquête sur une série de crimes dans une abbaye du XII^e, références aux hérésies d'alors... Un régal.

Et la France : des attendus, le dernier San Antonio, *l'Année de la moule*, où un Corse s'appelle Quibezzoli, ça m'amuse depuis trente ans, j'ai un heureux caractère. Le dernier Arnaud (toujours Fleuve noir), *Syndrome toxique*, l'huile frelatée en Espagne, c'étaient les fachos... je veux bien ; un inattendu Tony Duvert (Minuit) *Un anneau d'argent à l'oreille* ; pénible pastiche de San-A, tu vaud mieux que ça, Duvert ! Un autre pastiche, par Jacques Sadoul, de SAS, *la Chute de la maison Spencer* (Renaissance) — déjà, l'original est à éviter, alors, l'imitation... Heureusement, il y a Lebrun, *Ma vie est un roman*, pirandellien, hommage à Lupin, (édité par la Maison de la culture de Reims), il y a Demouzon, *Château des rentiers*,

son plus beau livre, gloire du troisième et de Léo Malet (Flammation), et de bons Engrenage, *Saxofaune*, de Tanugi (le jazz encore, mais ici et maintenant), *Just a psycholo*, de Dupont, un Rouen plus vrai que nature, *Travail au noir*, de Beaumont-Delecque (qui c'est ? ça a à voir avec le directeur de la Cinéma-thèque ?) éboueurs, mafias, diamants giscardiens, et le moins bon, *le Petit Jésus*, de Jeanne Foly et Pierre Job, un peu misérabiliste. Trois Français aussi en Série noire : *Darling Dollar*, de Raf Vallet, arnaque endiablée sur la côte, *l'Ennemi public numéro 2*, de G. Lecas, petit truand de la banlieue nord, *Graffiti rock* du dessinateur Tito Topin, portrait d'un tournage sur la côte d'Azur. Tous trois fort estimables.

Bref, du côté français, en tout cas, ça publie beaucoup, et fatalement la quantité engendre de la qualité, du moins c'est mon impression. Pourvu que ça dure.

P.-L. Thirard

A PROPOS D'ALBERT SOBOUL : MARXISME ET REVOLUTION FRANÇAISE

L'HISTORIEN Albert Soboul, qui est mort au début du mois de septembre, a fortement contribué à l'enrichissement de l'interprétation sociale et marxiste de la Révolution française.

Se situant dans la lignée de ce qu'il appelle lui-même « la tradition progressiste de l'historiographie révolutionnaire », de Michelet et Jaurès au XIX^e siècle, d'Albert Mathiez et de Georges Lefebvre au XX^e, son œuvre est presque toute entière consacrée à la question des luttes de classes sous la Révolution française,

et particulièrement celle qui opposa la bourgeoisie révolutionnaire et les sans-culottes en 1793 et 1794.

Jusqu'à-là, en effet, la plupart des historiens — bourgeois et républicains — avaient plutôt mis l'accent sur l'antagonisme fondamental entre la bourgeoisie et l'aristocratie, en soulignant la nature bourgeoise de la Révolution.

L'œuvre d'Albert Soboul — *les Sans-culottes parisiens de l'an II* (1958) — déplace cet antagonisme : « Les sans-culottes ont fourni à la bourgeoisie cette masse révolutionnaire indispen-

sable pour abattre la société féodale : leur sens de classe les portait contre la noblesse et l'Ancien Régime. Cela dit, il n'en reste pas moins que par leur position dans la société féodale, les sans-culottes constituaient un élément social qui, sur bien des points, fut en opposition avec la bourgeoisie. »

Il est vrai que cette opinion avait déjà été formulée, dès 1946, par Daniel Guérin dans son livre magistral « *la Lutte de classes sous la Première République* ».

Cette question — la Révolution française est-elle une révolution

permanente dans son mécanisme interne — fut l'objet d'une polémique célèbre entre Albert Soboul et Daniel Guérin. Albert Soboul reconnu, à la différence de la tradition du PCF dont il était membre depuis les années trente, que Thermidor et la mort de Robespierre en 1794 n'est pas le début de la contre-révolution, mais que celle-ci commença avant : par les coups portés à ce que Daniel Guérin appelle la « *démocratie par en bas* », au pouvoir des sans-culottes. Pourtant, il ne considéra jamais les sans-culottes comme une avant-garde « prolétarienne » et la plupart de

ses travaux historiques se sont, au contraire, attachés à montrer leur composition sociale hétérogène.

Et ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir dans l'œuvre de Soboul — alors que le stalinisme particulièrement vivace du PCF, notamment dans les années cinquante, a de fait limité cette interprétation marxiste de la Révolution française — l'enrichissement scientifique de la contradiction entre « bras nus » et bourgeois dans la Révolution.

Jean-Michel Masson

AMERIQUE CENTRALE

LA GUERRE IMPERIALISTE EN VOIE DE REGIONALISATION

• Le génocide de Beyrouth ne doit pas faire oublier l'offensive de Washington dans cette région

« Les guerres de guérilla d'Amérique centrale sont en train de devenir un conflit régional, s'étendant par-dessus les frontières alors que les gouvernements et les rebelles, aussi bien de droite que de gauche, coordonnent leurs actions. » Tel est le constat que dressait récemment un éditorialiste de l'« International Herald Tribune ».

L'invasion du Liban, la bataille de Beyrouth, les actions génocides de l'armée sioniste contre le peuple palestinien, en bref l'offensive impérialiste au Moyen-Orient ont relégué au second plan de l'actualité la situation en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

Pourtant, là-bas aussi, la guerre se poursuit. Elle s'étend même. Guerre impérialiste afin de maintenir, d'affermir la domination et l'exploitation de peuples mobilisés pour leur libération.

Au Salvador, depuis la mascarade électorale du printemps dernier, les forces réactionnaires se disent plus confiantes. Avec l'aide sans restrictions des Etats-Unis, leurs troupes et leurs hommes de main multiplient des opérations militaires qui, le plus souvent, se résument à des massacres de populations. Mais le régime de terreur ne s'avère pas très efficace pour porter des coups décisifs aux révolutionnaires du FMLN.

Au Guatemala, la nouvelle dictature issue du coup d'Etat de mars dernier ne semble avoir qu'un programme, qu'un objectif, presque obsessionnel : massacrer les Indiens.

Quant au Honduras, sa transformation en base d'action contre-révolutionnaire pour la région se poursuit à un rythme accéléré. Action contre-révolutionnaire en territoire salvadorien, mais surtout en direction du Nicaragua économiquement étouffé et militairement agressé. Chaque jour un peu plus.

Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Cuba... Les luttes en cours ou les conflits qui menacent sont chaque fois moins isolés les uns des autres. L'offensive de l'impérialisme dans la région est globale. Elle conduit progressivement à une régionalisation de sa guerre.

Guerre ? Les déclarations de l'un des chefs de l'armée guatémaltèque devraient faire réfléchir ceux qui trouveraient qu'il y a là exagération : « Il s'agit d'une grande guerre, une guerre pour toute l'Amérique centrale. Si les rebelles gagnent ici, ils iront ensuite au Mexique. » Il ne faisait là rien d'autre qu'exprimer tout haut ce dont ses maîtres américains sont, à l'évidence, convaincus...

Jean-Pierre Beauvais

LE général Wallace H. Nutting — responsable des forces US stationnées en Amérique latine — a récemment déclaré qu'une aide militaire au Guatemala pour combattre la guérilla était impérieuse et urgente. Selon lui, les Etats-Unis devraient jouer dans ce pays un rôle identique à celui qu'ils jouent actuellement au Salvador : fournir de l'équipement et un entraînement intensif aux forces armées locales. La situation guatémaltèque serait potentiellement plus sérieuse que la salvadorienne car « la population est plus importante, l'économie est plus forte, et la position géographique est plus critique dans un sens stratégique. Les implications d'une prise de pouvoir marxiste au Guatemala sont bien plus sérieuses qu'au Salvador... Je crois que pas un seul gouvernement en Amérique n'est capable de faire face à l'attaque actuelle. Ils doivent pouvoir disposer d'une aide extérieure, car une aide extérieure est fournie à l'opposition... » (International Herald Tribune, 26 août 1982).

Guatemala : vers la reprise de l'« aide »

Officiellement, les Etats-Unis ne livrent plus d'armes au Guatemala depuis 1977 en raison des « violations des droits de l'homme » commises par les militaires. Plus ou moins discrètement, c'est l'allié israélien qui a pris le relais. Mais depuis l'arrivée au pouvoir, le 8 mars dernier, d'un nouveau dictateur, le général Rios Montt, l'administration Reagan tente de faire lever les objections du Sénat américain concernant l'assistance au régime de Ciudad-Guatemala.

Rios Montt est membre actif

d'une secte chrétienne « fondamentaliste ». Cet illuminé n'hésite pas à utiliser ses nouvelles fonctions pour tenter de faire partager ses « convictions » à ses compatriotes. Il n'en a pas moins intensifié la pratique des massacres contre la population indienne, majoritaire dans les campagnes. Un politicien démocrate-chrétien, satisfait que Montt ait mis fin à la politique d'assassinats de membres de son parti, n'hésite cependant pas à déclarer : « Ce qui me préoccupe le plus, c'est que l'armée est en train de massacrer tous les Indiens qu'elle peut trouver » (International Herald Tribune, 17/18 juillet 1982).

Interrogé à ce sujet, le général Montt répond froidement : « Voyez-vous, le problème de la guerre n'est pas seulement de savoir qui tire. Pour chaque tireur, il y en a dix qui travaillent derrière lui » (International Herald Tribune, 30 juillet 1982). La tactique des militaires guatémaltèques n'est autre que celle de la « terre brûlée » mise en œuvre à grande échelle. Un village dans le nord du pays garde une liste de ses habitants exécutés par l'armée. En juin dernier, le chiffre de 400 victimes était déjà dépassé ; pour moitié, il s'agit de femmes et d'enfants (voir Rouge n° 1028 : « Guatemala : Quand le New-York Times nous révèle la réalité »). Et il ne s'agit là, malheureusement, que d'un exemple parmi bien d'autres.

Malgré tout, des plans sont en cours d'élaboration pour, une fois levées les objections du Congrès américain fournir une aide économique de 50 millions de dollars à Rios Montt et livrer des hélicoptères à son armée génocide. Déjà, le 6 août, le département d'Etat a requis 250 000 dollars pour commencer à



Scènes quotidiennes dans les campagnes salvadoriennes.

mettre sur pied un vaste plan d'entraînement militaire...

Présence renforcée au Salvador

Le 27 juin, l'administration Reagan a certifié devant une commission ad hoc du Congrès que le gouvernement salvadorien était en train de faire des progrès sur la question des « droits de l'homme ». Le principal argument à l'appui de cette affirmation fut que... 400 à 500 civils « seulement » (sic!) sont massacrés chaque mois par les militaires salvadoriens, ce qui constituerait une « diminution de l'ordre de 50 % » par rapport aux chiffres de 1981...

Ces affirmations ont été contredites par l'American Civil Liberties Union pour qui : « Le gouvernement salvadorien n'a pas exercé de contrôle substantiel sur les actions répressives de ses forces armées... La torture indiscriminée et le massacre de citoyens salvadoriens ont continué durant cette période et toutes les branches des forces de sécurité sont impliquées » (International Herald Tribune, 27 juillet 1982). La déclaration du 27 juin a néanmoins permis à Reagan de renforcer son aide à la dictature ; notamment par la livraison de chasseurs-bombardiers à réaction A-37, et l'entraînement d'un quatrième bataillon salvadorien.

A ce jour, les Etats-Unis ont entraîné trois bataillons salvadoriens : Atlacatl, entraîné en 1981 ; Beloso, entraîné à la base de Fort-Bragg ; et Atonal, entraîné depuis le début de cette année au Salvador même. C'est avec ces bataillons que l'armée salvadorienne a lancé une première

offensive test courant mai dans la province de Chalatenango, au nord-ouest du pays. D'autres ont suivi. Mais jusqu' alors les résultats sont maigres. Mi-juillet, le FMLN-FDR a annoncé qu'il contrôlait plusieurs routes principales dans les provinces orientales de San Miguel et d'Usulután, et qu'il continuait à contrôler les villes d'El Carrizal et d'Ojo de Agua dans la province de Chalatenango, conquises le 28 juin. Les 5 et 6 août, les forces du FMLN ont attaqué des postes de l'armée à Osicala, dans la province de Morazan, et à El Paisanal, près de la capitale. Les 7 et 8 août, le FMLN a mis les forces de la dictature en déroute à Ciudad Barrios, dans la province de San Miguel. Face à ces revers, la réaction des officiers américains « travaillant » au Salvador a été de demander l'augmentation du nombre de conseillers militaires au-delà de la limite actuelle — officielle et très théorique — de 55. Cette augmentation doit permettre la création d'équipes qui seraient basées aux quartiers généraux des brigades de l'armée salvadorienne, dans tout le pays. Actuellement, la plupart des conseillers sortent le jour pour aller entraîner les soldats dans des camps, à proximité de la capitale.

Une autre tactique, désormais mise en œuvre par les Etats-Unis pour combattre le FMLN, est le développement systématique d'opérations conjointes des armées salvadorienne et hondurienne. Durant l'été, des troupes honduriennes ont pénétré dans le « no man's land » qui avait fait — entre autres raisons — l'objet de la guerre honduro-salvadorienne de 1969. « No man's land » situé au nord du Rio negro, dans la province de Morazan. Il s'agissait d'attaquer

des voies de ravitaillement du FMLN et certaines de ses bases, restées intouchées jusqu'à présent.

La recherche de prétextes

Le 11 août dernier, le Sénat américain a adopté une résolution violemment hostile à Cuba, déclarant notamment que « les Etats-Unis sont déterminés... à empêcher par tous les moyens qui s'avèreraient nécessaires, y compris l'usage des armes, le régime marxiste-léniniste de Cuba d'étendre par la force, ou par la menace de la force, ses activités agressives et subversives dans toute partie de cet émissphère ». Le ton est clairement donné.

Or, l'un des prétextes à un direct et massif « usage des armes » pourrait bien être l'acquisition, dans les mois à venir, par le Nicaragua d'avions de chasse pour être en mesure de répondre aux agressions subies de plus en plus fréquemment — notamment depuis la mi-juillet. Le 19 juillet, un avion sans signes d'identification venant du Honduras a tiré deux roquettes contre les dépôts de pétrole du port de Corinto. Le 27 juillet, un nouveau bombardement aérien était dirigé contre la raffinerie de pétrole à l'ouest de Managua. Ces raids et d'autres ont mis en évidence la faiblesse du Nicaragua face à l'aviation hondurienne, équipée d'une douzaine de chasseurs à réaction français. De plus, le Honduras doit prendre livraison dans un proche avenir de six chasseurs bombardiers américains A-37 et envisage d'acheter plusieurs nouveaux chasseurs, des F-5 américains cette fois.

Dans un entretien publié par le Washington Post du 29 juin 1982, le commandant Ortega, ministre nicaraguayen de la Défense, a annoncé que son pays cherchait à acquérir des chasseurs, soit français, soit soviétiques (MIG). Selon Ortega, le Nicaragua ne peut évidemment « aspirer à avoir une grande armée de l'air... mais il a le droit et le devoir de disposer d'une aviation modeste ».

La réaction du gouvernement des Etats-Unis ne s'est pas fait attendre. Il a immédiatement — et ouvertement — menacé d'attaquer le Nicaragua si des avions soviétiques devaient être introduits dans le pays. Parmi les mesures qui pourraient être prises, l'International Herald Tribune cite selon des sources proches de l'administration américaine : «...Action militaire US pour détruire les MIG, blocus ou quarantaine de Cuba et/ou du Nicaragua, renforcement des restrictions économiques envers ces deux pays, stationnement temporaire d'avions et d'aviateurs de l'US Air Force au Honduras et en Colombie, livraison accrues d'avions aux pays amis, offensive politique sur la question des MIG dans l'Organisation des Etats américains (OEA) et d'autres organisations internationales. »

Plus que jamais, la vigilance s'impose face aux manœuvres et aux menaces d'agression directe de l'impérialisme en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Plus que jamais, la solidarité avec les révolutionnaires de cette région est une nécessité. Oui, ils sont aux avant-postes d'un combat qui est aussi le nôtre.